

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

CONSEIL DU BUREAU INTERNATIONAL D'ÉDUCATION

Cinquante-cinquième session
Centre de conférences de Varembé
9-11, rue de Varembé, Genève

24-26 janvier 2007

**RAPPORT DU DIRECTEUR p.i. DU BUREAU INTERNATIONAL D'ÉDUCATION
SUR LES ACTIVITES DU BUREAU POUR LA PERIODE ALLANT
DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2006**

Le présent rapport couvre la période allant **du 1^{er} janvier au 15 décembre 2006**. Le document budgétaire présente les états financiers approuvés au 30 novembre ; le document présentant les comptes provisoires au 31 décembre 2006 (UNESCO/BIE/C.55/Inf.2) sera comme d'habitude envoyé au Conseil dès réception du visa du Contrôleur financier de l'UNESCO.

Le rapport comprend trois parties :

- I. Rapport général ;
- II. Fiches descriptives des activités ;
- III. Données budgétaires au 31 décembre 2006.

I. RAPPORT GENERAL

Introduction

1. 2006 s'annonçait comme une année d'importante transition pour le BIE, compte tenu de l'entrée en fonction, prévue au 1^{er} juillet, d'un nouveau Directeur et du départ à la retraite en janvier 2007 du Secrétaire du Conseil. Elle a finalement été une année de difficile continuité et d'incertitudes, du fait du réaffichage du poste et d'une seconde procédure de recrutement, qui a reporté l'entrée en fonction de la nouvelle Directrice au 15 février 2007. A cette situation délicate se sont ajoutés, pour le Directeur p.i., des problèmes de non respect de certaines règles institutionnelles relatives à ses fonctions ; seul le devoir de réserve empêche de les évoquer publiquement ici. Malgré cela, toute l'équipe du BIE s'est mobilisée avec professionnalisme, générosité et enthousiasme pour remplir au mieux sa mission et atteindre le maximum des objectifs et des résultats annoncés dans le programme d'activités adopté par le Conseil lors de sa 54^e session. Le taux d'exécution au 30 novembre s'élève à 83,6 % et tout sera mis en œuvre pour que ce taux soit le plus proche possible de 100 % à la fin de l'année.

2. Le rapport présente les activités menées par le BIE du 1^{er} janvier au 15 décembre 2006 – cinquième année d'activité dans le cadre de la Stratégie à moyen terme de l'UNESCO et de celle du BIE pour 2002-2007 et première année du biennium 2006-2007 (33 C/5).

3. Conformément à la pratique approuvée par le Conseil, les aspects narratifs ont été limités à l'essentiel (partie I). Selon l'approche suivie par le BIE d'une gestion basée sur les résultats, le détail des activités et les résultats atteints sont présentés dans l'ordre des Programmes de base, sous la forme d'une fiche descriptive (partie II). Par souci de cohérence avec les pratiques de l'UNESCO, les rubriques des fiches suivent la structure mise en place dans SISTER. La situation budgétaire figure dans la partie III.

4. Les activités ont été organisées, selon le programme adopté par le Conseil en janvier 2006 (C.54/3), autour des **trois Programmes de base** correspondant à la mission confiée au BIE par la 33^e Conférence générale, à savoir :

- i) *le renforcement des capacités d'élaboration des curriculums dans les États membres ;*
- ii) *la gestion d'un observatoire des tendances dans le domaine des programmes scolaires et de l'ouverture de banques de ressources donnant accès à des informations à jour ainsi qu'à des exemples de bonnes pratiques éducatives et d'innovations pour le suivi de l'éducation pour tous ; la diffusion des informations et des analyses de qualité dans ses publications et sur son site Web ;*
- iii) *la promotion et le renouvellement du dialogue international sur les politiques éducatives et l'amélioration des qualifications des personnes qui participent à la concertation sur l'éducation, particulièrement en Afrique.*

5. **Deux programmes transversaux** sont par ailleurs en cours :

- A. Coopération/assistance technique à la demande d'Etats membres ;
- B. Centre documentaire de référence (« clearinghouse ») des bonnes pratiques dans le domaine des curricula pour la prévention du VIH & sida.

6. Enfin, le rapport rend compte du **fonctionnement institutionnel** du BIE (Conseil, ressources humaines et financières/gestion institutionnelle).

7. De manière générale et comme le prévoyait le programme adopté par le Conseil lors de sa 54^e session, le BIE a poursuivi l'atteinte des résultats prévus dans la Stratégie 2002 — 2007 et dans l'Examen à mi-parcours de cette stratégie, ainsi que dans le 33 C/5, dont l'introduction générale figure dans l'encadré ci-dessous :

Introduction générale (33 C/5, § 01510)

« Axées sur les priorités du grand programme I, les activités de programme du BIE contribueront en particulier au suivi des acquis et des progrès de l'EPT (sous-programmes I.1.1, axe d'action 2 et I.1.2, axe d'action 1), à la concrétisation d'une éducation de base de qualité pour tous (sous-programme I.2.1, axe d'action 1 et I.2.3, axes d'action 1 et 2), au renforcement d'une éducation de qualité pour apprendre à vivre ensemble (sous-programme I.3.1, axes d'action 1 et 2), au soutien de l'expansion et de la rénovation de l'enseignement secondaire général (sous-programme I.4.1, axe d'action 1) et aux activités relatives au VIH/sida et l'éducation (sous-programme I.3.2, axes d'action 1 et 2).

Le BIE continuera de s'intéresser prioritairement aux activités de terrain, y compris les actions décentralisées de renforcement des capacités régionales et nationales visant à répondre aux besoins prioritaires des groupes d'exclus ou des régions géographiques en difficulté et il contribuera à la réalisation de l'objectif stratégique 3 de l'UNESCO et du sous-objectif stratégique concernant l'identification des nouvelles tendances du développement de l'éducation et la promotion de la concertation. Le BIE travaillera en étroite collaboration avec le réseau des unités hors Siège de l'UNESCO et avec le Siège, poursuivra la mise en oeuvre des projets qu'il mène conjointement avec diverses entités de l'UNESCO et s'emploiera à en promouvoir de nouvelles. »

8. Sans ouvrir de nouveaux « grands chantiers », le BIE a mené un certain nombre d'activités nouvelles. Deux études préliminaires sur l'Education en vue du développement durable ont été réalisées, ainsi qu'une première étude sur l'éducation biculturelle et multilingue en Afrique. Le projet sur le thème « Curriculum et pauvreté dans les pays développés » est entré dans sa phase exploratoire. L'étude de faisabilité concernant un « curriculum UNESCO » n'a pas pu être initiée, faute de financement ; la demande adressée par les Pays-Bas de bénéficier du programme de participation n'a, à la date de rédaction de ce rapport, pas encore eu de suite. L'équipe du BIE a enfin entamé une réflexion approfondie pour donner suite à un certain nombre de Recommandations issues de l'évaluation externe du BIE, en particulier concernant une nouvelle présentation de la structure du programme ; un premier projet sera soumis au Conseil dans le cadre de la discussion du programme d'activités 2007.

1. LES ACTIVITES DU BUREAU DANS LE CADRE DE SES PROGRAMMES DE BASE

1.1. PROGRAMME DE BASE 1 : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES CURRICULA EN VUE D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION POUR TOUS.

Résultats escomptés à la fin du biennium (33 C/5, § 01511)

- Renforcement des capacités des institutions s'occupant de l'élaboration et de la réforme des programmes d'étude, en mettant en particulier l'accent sur les pays en situation d'après conflit, les pays en transition et les PMA

Indicateurs de performance :

- ressources pour la formation et « boîtes à outils »*
- formation d'équipes nationales de base chargées de l'élaboration et de la réforme des curriculums*
- mise en place d'un réseau mondial de spécialistes du développement curriculaire*

9. Avec l'entrée en fonction en janvier du nouveau coordinateur de programme (P 4) et celle de l'assistante de programme (P 1) en avril, ainsi que la mise à disposition par les autorités chinoises d'un haut fonctionnaire du ministère de l'éducation, pour deux ans à partir d'août, le programme de renforcement des capacités a pu atteindre en 2006 son véritable rythme de croisière. De nombreuses activités ont ainsi pu être menées, que ce soit au sein de la communauté de pratiques au niveau mondial ou au niveau régional et interrégional.

Communauté mondiale de pratiques dans le domaine du développement du curriculum

10. La communauté de pratiques (COP), qui a démarré en juillet 2005, a été conçue non seulement comme un réseau au sens habituel du terme mais comme un véritable outil de travail favorisant les échanges d'expériences entre les spécialistes du curriculum du monde entier. Au 31 octobre, la communauté compte 423 membres, de 75 pays et originaires de toutes les régions. Neuf points focaux ont été formellement établis (2 en Asie/Pacifique, 3 en Europe, 1 dans les Etats arabes et 3 en Amérique latine/Caraïbes) et des accords de coopération ont été signés avec les institutions et/ou personnes désignées. Pour l'Afrique, le point focal sera localisé à l'UNESCO-BREDA (Dakar) et la formalisation de l'accord est prévue pour le début 2007. Douze séminaires ont été organisés en 2006 par l'intermédiaire de ces points focaux. Un accord de coopération pour la mise en place d'un observatoire de l'équité dans l'éducation de base a été signé entre l'Université de Barcelone (Espagne) et celles de San Andres (Argentine) et de Cayetano Heredia (Pérou). La réunion annuelle de la COP a été organisée à Shanghai, en marge du 2^e Forum international sur la formation des enseignants. L'un des éléments clés d'un bon fonctionnement d'une COP réside dans la qualité et la régularité de son animation. Le BIE y a prêté une attention particulière et, en moyenne, deux contacts par semaine ont été établis, en anglais, français, espagnol, chinois et, dans certains cas, russe et arabe (bulletin INNOVATION, diffusion de documents, veilles en ligne, annonces d'événements, appels à contributions, etc.). Une section spéciale de la COP a été mise en place sur le site Internet du BIE et un Netforum a été organisé du 20 novembre au 8 décembre sur le thème : « Approches par compétences dans l'élaboration du curriculum » ; près de 180 personnes de toutes les régions du monde y ont participé. Le nombre important d'activités réalisées pourrait être considéré comme une forme d'« activisme » mais, en réalité, il n'en est rien. L'expérience des COP montre que, pour réussir, elles doivent obligatoirement passer par une première phase extrêmement dynamique, qui sera naturellement suivie d'une certaine stabilisation, basée plus sur la capitalisation et l'approfondissement des échanges. Le succès rencontré par la COP et les évaluations très positives du travail accompli montrent la pertinence du choix stratégique fait par le BIE pour son programme de renforcement des capacités. Au cours de leur mission effectuée en octobre dernier au BIE, les consultants de NAVIGANT ont estimé ce travail « exemplaire » et ils ont souhaité que des communautés de pratiques de ce type voient le jour au sein de tout le Secteur de l'éducation. Le BIE sera d'ailleurs vraisemblablement appelé à assurer une formation des collègues de l'UNESCO dans ce domaine, aussi bien au Siège que dans les bureaux hors siège.

Etudes et outils de formation

11. A l'initiative de deux COP régionales, une étude comparative a été réalisée sur la conception et la mise en œuvre du curriculum en Chine et en Amérique latine et quatre documents ont déjà été produits. Deux autres documents ont également été produits sur le thème de l'approche par les compétences, le premier basé sur des expériences latino-américaines et le second sur des expériences en Afrique. Ces documents servent en particulier de base à des échanges très intéressants au sein de la communauté mondiale de pratiques.

12. La mise au point de la « **boîte à outils** » de formation, initialement développée essentiellement dans la région Asie/Pacifique s'est poursuivie. Trois séminaires de diffusion de ces modules de formation ont été organisés : 2 en Asie (Philippines et Kazakhstan) et 1 en Amérique centrale (Guatemala). Dans la conception du BIE, ces modules de formation et la « boîte à outils » doivent par définition évoluer et l'une des tâches concrètes de la communauté de pratique est de les améliorer, de les enrichir, de manière qu'ils puissent intégrer les expériences d'autres régions du monde et devenir un « outil mondial » de formation, utilisable dans des contextes très divers.

13. Les activités et les résultats obtenus sont présentés plus en détail dans les fiches descriptives 1a et 1b.

Curriculum et lutte contre la pauvreté en Afrique

Cadre général du programme (33 C/5, § 01510)

Le BIE répondra aux demandes spécifiques des États membres, surtout celles concernant l'élimination de la pauvreté, la reconstruction, l'innovation curriculaires et le dialogue et la compréhension entre les cultures et entre les religions et les besoins des sociétés ayant souffert d'un conflit. Le Bureau répondra par ailleurs aux demandes spécifiques d'assistance émanant de pays qui sont en train de moderniser leurs programmes scolaires afin d'apporter un meilleur soutien aux apprenants.

14. Après une phase exploratoire (2004 – 2005) qui a abouti à des résultats intéressants et pertinents pour les 9 pays participants, le projet est devenu, pour 2006 – 2007, partie intégrante du programme de renforcement des capacités. En 2006, des progrès significatifs ont été réalisés dans le développement des critères d'une éducation de qualité pour lutter contre la pauvreté, avec l'élaboration des conditions d'inclusion et de rétention, sous plusieurs aspects, de tous les enfants, même ceux généralement exclus de l'éducation de base. Certaines innovations curriculaires jugées nécessaires à la construction d'une école de qualité intégratrice ont été identifiées et documentées, en particulier en ce qui concerne l'organisation et la flexibilité du curriculum, l'éducation bilingue, l'intégration des écoles dans les communautés et l'articulation de la gestion scolaire et des pédagogies. Le renforcement des capacités, réalisé principalement au cours de 2 séminaires internationaux au Burkina Faso et d'une journée de formation au Mozambique a surtout porté sur une sensibilisation à l'importance du dialogue politique pour la mise en œuvre concrètes des changements curriculaires, avec en particulier une introduction aux outils disponibles pour favoriser l'émergence d'innovations, réaliser les conditions de leur diffusion et dépasser les obstacles inhérents à toute proposition de changement. Plusieurs pays ont proposé des changements à réaliser dans leur pays au retour des séminaires internationaux ou ont pu améliorer ou renforcer des processus déjà en cours ou embryonnaires. Les neuf pays participants ont décidé de se constituer en communauté de pratique des spécialistes du curriculum afin de poursuivre et de renforcer leurs échanges et de les élargir à d'autres régions du monde. L'extension aux pays de langue anglophone est en cours de réalisation avec la préparation d'un séminaire réunissant un groupe de 5 à 6 pays d'Afrique subsaharienne anglophones, dont en principe le Kenya et le Nigeria. Ce séminaire sera aussi l'occasion de la constitution d'une deuxième communauté de pratique en Afrique, celle-ci de langue anglophone.

15. L'étroite collaboration déjà mise en place avec le bureau UNESCO de Bamako s'est poursuivie. Les bureaux UNESCO de Windhoek et de Maputo ont également pu être mobilisés pour le travail réalisé dans le cadre de ce projet en Angola et au Mozambique. Une étroite coordination avec toutes les activités de l'UNESCO en Angola est à l'ordre du jour et une contribution du BIE dans le cadre du programme de renforcement EPT est programmée. Les liens déjà établis avec le secteur au siège (formation des enseignants, éducation de base et éducation secondaire) se poursuivront et, si possible, seront renforcés.

16. Les activités et les résultats atteints sont présentés plus en détail dans la fiche descriptive 2.

1.2. PROGRAMME DE BASE 2 : BANQUE DE RESSOURCES/OBSERVATOIRE DES TENDANCES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT CURRICULAIRE

Résultats escomptés à la fin du biennium (33 C/5, § 01511)

- Meilleure information sur les systèmes éducatifs, les curriculums existants et le développement curriculaire

Indicateurs de performance :

- extension des banques de données du BIE*
- amélioration du site Web du BIE*
- études et analyses en vue de l'édition annuelle du Rapport mondial de suivi sur l'EPT*

- publication de périodiques, de brochures et d'ouvrages sur l'élaboration et la refonte des programmes d'étude

17. L'enrichissement constant, la mise en valeur et la diffusion des résultats de ce programme de base, sur les trois axes qui le constituent (banque de ressources, observatoire des tendances et gestion des connaissances/diffusion de l'information), se sont poursuivis en 2006.

Banques de ressources sur les systèmes éducatifs, les politiques et les pratiques curriculaires

A. Banques de ressources

18. La mise à jour des informations concernant les systèmes éducatifs, en vue de la publication de la sixième édition des **Données mondiales de l'éducation** a touché environ 90 profils nationaux.

19. La base de données des **Dossiers par pays** a été entièrement réorganisée ; elle concerne maintenant 162 Etats membres et une meilleure intégration aux autres services d'information de l'UNESCO a été mise en place.

20. Un autre effort a été entrepris pour l'enrichissement d'**IBEDOCs**, catalogue en ligne du BIE, dans lequel plus de 1500 documents ont été introduits. Les résultats sont très encourageants puisque les demandes reçues concernant les documents du BIE ont quadruplé par rapport à la même période de l'an dernier. Par ailleurs, les **nouveaux services documentaires** hebdomadaires (*Veille en ligne* et *Table des matières de périodiques*) sont très appréciés à la fois par les spécialistes des Etats membres et de nombreux collègues de l'UNESCO.

21. La numérisation des **rapports nationaux** reçus entre 1970 et 1992 a pu être achevée (1800 documents, 220'000 pages). 35 rapports datant de 1996 ont été mis à disposition sur le site.

B. Observatoire des tendances

22. La fonction d'observatoire des tendances est directement issue et dépendante de la banque de ressources, qui fournit les matériaux nécessaires à l'analyse et la synthèse des informations qui font ensuite l'objet d'études et de publications. L'important ouvrage intitulé *School knowledge in Comparative and Historical Perspective : Changing Curricula in Primary and Secondary Education*, présentée au Conseil en janvier 2006, est sorti de presse en juin et a été largement diffusé. Une nouvelle collection, disponible en ligne, a été lancée en mars. Intitulée *Documents de travail du BIE sur les questions curriculaires*, elle permet de diffuser rapidement des documents d'actualité de qualité, de manière à susciter des échanges entre les spécialistes partout dans le monde. Six études ont déjà été mises à disposition et les commentaires reçus à leur sujet sont extrêmement positifs. Deux études préliminaires ont par ailleurs été menées sur la question de l'éducation au développement durable, la première à partir des rapports nationaux de 2004 et la seconde à partir des informations disponibles à ce sujet, principalement grâce à l'Internet. Enfin, l'étude exploratoire concernant le curriculum et la pauvreté dans les pays développés a démarré en octobre ; la première phase, entreprise avec la collaboration des Hautes Ecoles Pédagogiques de Zoug et de Berne/Jura/Neuchâtel, concerna un certain nombre de cantons suisses et le Québec.

23. Pour le **Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007**, consacré au thème « Protection et éducation de la petite enfance », le BIE a fourni une contribution très appréciée sur la situation existant dans environ 100 pays. Cette contribution a été rendue possible grâce à une coopération très efficace avec 55 ministères de l'éducation et 42 Bureaux de l'UNICEF un peu partout dans le monde.

C. Gestion des connaissances, diffusion de l'information et publications

24. La **restructuration du site web** du BIE s'est poursuivie de manière intense. Des améliorations techniques ont été introduites et testées dans le cadre du Netforum de la communauté de pratiques. Des pages dynamiques ont été créées et testées, en commençant par la base de données des Dossiers par pays. L'ensemble du site lui-même a été régulièrement mis à jour et la section « Publications » a été entièrement réorganisée de manière à faciliter l'accès aux informations.

L'équipe du site web du BIE s'est également fortement impliquée dans le développement du portail de l'UNESCO, en étroite coopération avec les services concernés du Siège. Une formation interne a aussi été organisée à l'intention des professionnels sur le thème « Ecrire pour le web ». Tous les efforts entrepris visent à développer le site Internet non seulement comme une source documentaire « statique » mais comme un élément stratégique « dynamique », au cœur du processus de « gestion des connaissances » (knowledge management) et comme un véritable outil de travail, au service de l'ensemble des programmes et des activités du BIE.

25. Comme d'habitude, un document d'information sur l'utilisation du site durant l'année 2006 sera distribué au Conseil.

26. Les **publications** réalisées durant l'année seront mises à disposition du Conseil en janvier prochain. Quatre numéros de *Perspectives*, la revue trimestrielle de l'UNESCO d'éducation comparée, ont été co-publiées en anglais avec l'entreprise Springer (Pays-Bas). Les ouvrages suivants ont été publiés : 1. *Textbooks and quality learning for all* ; 2. *Handbook for curriculum Developers* ; 3. *School knowledge in comparative and historical perspective: changing curricula in primary and secondary education* ; 4. *Secondary education worldwide: assessments and perspectives/L'enseignement secondaire à l'échelle mondiale: bilans et perspectives* (co-édition BIE/SRED/Université de Genève). Trois numéros du bulletin du BIE *Information et INNOVATION en éducation*, ont été publiés en version électronique. Une enquête effectuée auprès des abonnés permettra de limiter l'impression du bulletin et de réaliser ainsi de substantielles économies. Une nouvelle collection intitulée Documents de travail a été lancée et 6 publications ont été réalisées et mises à disposition en ligne. Les échos recueillis sont extrêmement positifs. Enfin, trois numéros d'*INNODATA*, un rapport de séminaire, ainsi que le numéro 16 de la série *Educational practices* sont en cours de publication.

27. Les activités du programme de base 2 sont présentées de manière plus détaillée dans les fiches descriptives 3 à 5.

1.3. PROGRAMME DE BASE 3 : PROMOTION, SOUTIEN ET RENOUVELLEMENT DU DIALOGUE POLITIQUE

Résultats escomptés à la fin du biennium (33 C/5, § 01511)

- *Amélioration de la concertation internationale sur les systèmes et les programmes éducatifs*

Indicateurs de performance :

- *programmes de formation, ressources et « boîtes à outils »*
- *formation de décideurs*
- *mise en route d'une communauté de pratiques*
- *état des préparatifs pour la 48^e session de la CIE*

Activités de formation au dialogue politique

28. Le 4^e séminaire de **formation au dialogue politique en Afrique** francophone a été organisé à Dakar du 21 au 29 avril 2006, à l'intention de 14 cadres des ministères du Burundi, de Djibouti, de Guinée, de Mauritanie et de République centrafricaine. Le séminaire pour les 6 pays lusophones, programmé pour le mois de novembre 2006, aura lieu finalement à la mi-février 2007.

29. Les difficultés budgétaires rencontrées par l'ADEA ne lui ont pas permis la mise sur pied pour l'instant de séminaires pour les pays anglophones.

30. Le **groupe ad hoc conjoint BIE/ADEA pour la formation au dialogue politique** composé presque exclusivement de cadres des ministères et d'experts africains, a poursuivi son travail d'élaboration d'un plan de formation, d'un document de référence, de modules et d'outils de formation transférables dans d'autres contextes. Les neuf modules ont été expérimentés avec succès et validés dans les séminaires de formation ; leur finalisation est en cours et leur édition est prévue en 2007.

31. Les **dix monographies/études de cas** relatant des expériences africaines de dialogue politique ont été publiées dans les numéros de mars et juin 2006 de la revue *Perspectives*. Elles font également partie intégrante de la « boîte à outils » de formation.

32. Comme en 2005, le BIE a contribué à l'Université d'été des droits de l'homme et du droit à l'éducation (UEDH) en animant une session de formation (30 personnes) sur les thèmes du dialogue politique et de la participation de tous les acteurs, à travers les exemples de l'EPT, de la lutte contre la pauvreté en Afrique et de la prévention du VIH & sida.

33. Les activités et les résultats atteints sont présentés plus en détail dans la fiche 6.

2. LES ACTIVITES DU BIE DANS LE CADRE DE SES PROGRAMMES TRANSVERSAUX

2.1. PROGRAMME TRANSVERSAL A : Projets de coopération technique/assistance aux Etats membres

Buts stratégiques du Programme transversal A (Stratégie du BIE 2002-2007)

- Soutenir des équipes de professionnels engagées dans les processus de réforme curriculaire, en réponse à la demande d'Etats membres individuels ou de groupes d'Etats. Le Programme de coopération sur le développement du curriculum répond dans le cadre de ses limites budgétaires et humaines, aux besoins d'un certain nombre de pays et de groupes de professionnels du curriculum par des interventions personnalisées dans le domaine du dialogue politique et du renforcement des capacités, ou par la formation spécialisée et sur mesure d'équipes avec des visites d'étude pour obtenir une connaissance directe des solutions trouvées ailleurs et qui peuvent s'appliquer au besoin ou au problème défini par le groupe.

- Fournir à ces Etats membres des services consultatifs, une assistance personnalisée ou une formation spécialisée (par exemple comprenant des visites d'études) sur la manière de concevoir le curriculum, d'entreprendre des réformes et de mettre au point du matériel de formation reflétant les progrès accomplis au niveau international.

34. Le programme de coopération/assistance technique aux Etats membres est naturellement très dépendant de l'actualité et le BIE doit, chaque année, faire preuve de beaucoup de souplesse pour sa réalisation. Ainsi, par exemple, l'engagement principal prévu pour 2006 en Irak a été reporté, compte tenu de la situation politique. En revanche, des activités qui n'étaient pas envisagées en janvier dernier ont pu être rapidement mises sur pied malgré des conditions souvent difficiles.

35. **Coopération avec l'Afghanistan** : Le BIE a pu reprendre ses opérations en Afghanistan en 2006, en bâtissant sur ses expériences et les résultats des interventions en 2002 et 2003. Il s'agit d'un nouveau Programme de l'UNESCO et du Ministère afghan de l'éducation : « *La reconstruction du système d'enseignement de l'Afghanistan* » financé par l'UNESCO sur la base des contributions des Etats-Unis (3,5 millions dollars US) pour la reconstruction de l'éducation dans des pays sortant de conflits. Le Programme a été lancé en juillet 2004, mais, en raison de plusieurs obstacles, essentiellement politiques, son exécution a pu commencer seulement en juillet 2006. Le BIE est appelé à fournir de l'assistance technique pour le développement du curriculum et des manuels scolaires au niveau du secondaire, sur la base d'un montant de 300.000 dollars US pour 2006 et 2007. En août et septembre 2006 une équipe du BIE s'est rendue à Kaboul pour une mission de six semaines durant laquelle un atelier de deux semaines a été organisé pour le développement d'un nouveau cadre curriculaire pour l'enseignement secondaire et pour le lancement du processus de développement des programmes d'études par disciplines. Sur la base des résultats excellents de l'atelier et de la mission du BIE, 40 spécialistes en éducation de l'Afghanistan (Ministère de l'éducation) se sont réunis à Amman/Jordanie en novembre et décembre 2006 afin de travailler avec une équipe élargie du BIE à l'élaboration des programmes scolaires pour le secondaire inférieur et supérieur (classes 7-12 : Education islamique; Langues; Mathématiques; Sciences; Sciences Sociales; Arts et culture). En 2007, l'assistance technique du BIE pour l'Afghanistan se focalisera sur la diffusion du nouveau cadre

curriculaire ainsi que des nouveaux programmes scolaires et la préparation des manuels scolaires pour le secondaire.

36. Les activités et les résultats atteints sont présentés plus en détail dans la fiche descriptive 7.

37. **Coopération avec l'Île Maurice.** A la requête du Ministère de l'éducation de Maurice, le BIE a dirigé un atelier de deux semaines (13-24 février 2006) portant sur l'intégration d'une approche par compétences dans le curriculum de l'enseignement primaire. Cet atelier a réuni plus de 90 spécialistes du curriculum sélectionnés par le Ministère de l'éducation. Le Rapport complet de l'atelier rend compte de l'importance des débats théoriques sur ce sujet dans le pays, ainsi que des activités pratiques de formation portant sur le développement des capacités requises de la part des spécialistes du curriculum et des auteurs des manuels pour la mise en œuvre d'une approche par compétences au niveau du primaire. L'évaluation positive de l'atelier souligne la qualité du travail et les perspectives que l'atelier a ouvertes pour l'amélioration des curricula au niveau du primaire comme base pour l'amélioration de la qualité des apprentissages et des résultats scolaires.

38. **Coopération avec le Soudan.** La coordinatrice du programme a participé à une conférence internationale sur le rôle de l'UNESCO dans des situations de post-conflit qui a été organisée à Khartoum du 13 au 15 mars 2006. La conférence a eu comme but d'explorer le potentiel de coopération entre l'UNESCO et les gouvernements du Soudan du Nord et du Sud. Suite aux échanges avec la Commission nationale pour l'UNESCO du Soudan et du Bureau UNESCO de Khartoum plusieurs suggestions de projet portant sur les réformes curriculaire au niveau du primaire et du secondaire ont été préparées par le BIE. Le Bureau UNESCO/Khartoum est censé en discuter avec des donateurs et parties prenantes afin d'assurer leur financement ainsi que leur mise en œuvre d'une manière durable.

39. **Task Force/Groupe de travail pour les situations de post-conflits/post-catastrophes (PCPD).** En février 2006, la coordinatrice du programme a été nommée par le Directeur général comme membre du groupe de travail intersectoriel qui a été créé afin de réfléchir et d'élaborer une stratégie concernant le rôle et les réponses opérationnelles de l'UNESCO dans les pays de PCPD. Elle a participé aussi aux réunions de travail à Paris (8 avril 2006 ; 12 juin 2006) et a contribué à l'élaboration du Rapport du Secteur de l'éducation. En juin 2006, la coordinatrice a été intégrée dans la liste d'experts (« roster ») UNESCO pour les situations de PCPD et elle a participé à la première formation organisée dans ce cadre à la fin du mois de juin 2006.

40. Enfin, la coordonnatrice du programme a participé à plusieurs réunions internationales et présenté des contributions :

- Raisons éducatives: curriculum, enseignement et pilotage (Genève, 10 février 2006) : journée de réflexion organisée par l'Université de Genève (Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation).
- Conférence sur la contribution de la Suisse dans le cadre de l'Année européenne de l'éducation pour la citoyenneté (Berne, 24 mars 2006). Le BIE a participé à l'étude initiée par la Suisse qui a exploré les « sites » de citoyenneté ainsi que la contribution des différents acteurs et partenaires, y compris les organisations internationales à la promotion de l'éducation à la citoyenneté par le biais de l'éducation formelle et non formelle.
- Conférence d'évaluation finale de l'Année européenne de la citoyenneté démocratique (Sinaïa/Roumanie, 26-28 avril 2006) organisée par le Conseil de l'Europe.
- OSI Jamboree (Istanbul, 15-18 juin 2006) : réunion du réseau de l'Open Society Institute.
- Première réunion d'évaluation du nouveau Programme UNESS (Paris UNESCO, 27-29 septembre 2006) : évaluation de la phase expérimentale en cours dans 10 pays pilotes.
- UNHCR : lancement de l'étude portant sur l'accès à l'éducation des enfants migrants en Europe (29 septembre 2006) et discussion de la proposition de stratégie de l'UNHCR en éducation pour 2007-2009 (18 octobre 2006). La coordinatrice a été appelée à faire partie du Comité de coordination de l'étude susmentionnée, ce qui constitue une modalité intéressante de renforcement de la coopération entre l'UNESCO et l'UNHCR, deux agences-sœurs des Nations Unies.

2.2. PROGRAMME TRANSVERSAL B : Centre documentaire de référence (« clearinghouse ») des bonnes pratiques pour la prévention du VIH & sida

But stratégique du Programme transversal B (Stratégie du BIE 2002-2007)

A la demande du Directeur général de l'UNESCO et dans le cadre du programme-phare inter-agences de lutte contre le VIH/sida, contribuer à renforcer les interventions de prévention et d'éducation en la matière, dans le domaine spécifique des curricula, contenus et méthodes, de leur développement, de leur mise en œuvre et de leur évaluation aux niveaux primaire et secondaire de l'éducation formelle.

41. Ce programme s'articule sur deux axes principaux : les échanges d'informations, la documentation ainsi que la diffusion de bonnes pratiques et le renforcement des capacités :

42. **Echanges et diffusion des bonnes pratiques.** La quantité et la qualité des documents ont été augmentées. La couverture géographique est améliorée, grâce à l'ajout des documents et ressources en langue russe. Le site est mis à jour régulièrement et les liens avec le portail du secteur de l'éducation ont été redéfinis et améliorés. La distribution des données et informations a pu atteindre les publics n'ayant pas un bon accès à l'Internet grâce à l'édition et la large distribution de deux CD-ROMs contenant tous les documents clés et la banque de données (mars et décembre 2006).

43. **Renforcement des capacités.** Un travail de fond et continu de renforcement des capacités des spécialistes du curriculum et des formateurs d'enseignants a pu être réalisé avec les six pays d'Afrique centrale, en collaboration avec le bureau UNESCO de Yaoundé, le Siège et le groupe inter-agences pour l'éducation (IATT) de l'ONUSIDA, avec 3 séminaires sous-régionaux (février, octobre et décembre 2006) et 1 séminaire de préparation technique (septembre 2006). Le BIE a terminé une deuxième version fortement augmentée et révisée du manuel de formation « Curriculum et éducation VIH & sida » (anglais et français). Ce manuel comprend neuf outils pratiques pour aider les spécialistes du curriculum à développer ou à améliorer l'intégration de l'éducation VIH & sida dans les curricula nationaux de l'éducation de base. Ce manuel a été utilisé notamment dans les séminaires organisés en Afrique centrale et dans le cadre de la formation de formateurs (Université de Western Cape en Afrique du Sud). Le BIE a également apporté son expertise dans le cadre du projet du Fonds OPEC-UNESCO, en particulier en mettant à disposition le manuel « Curriculum et éducation VIH & sida » et en développant des pages en russe.

44. Grâce aux travaux réalisés et positivement évalués, les contributions du BIE aux activités de l'UNESCO ont été renforcées et diversifiées, ce qui a permis de bien intégrer ces activités dans la stratégie globale de l'UNESCO. A titre d'exemple :

- le manuel « Curriculum et éducation VIH & sida » est partie intégrante de l'initiative EDUCAIDS.
- le travail de renforcement des capacités en Afrique centrale est réalisé en étroite collaboration avec le bureau de Yaoundé et le siège (PEQ et HED).
- le BIE est membre de l'organe de coordination du projet Fonds OPEC et UNESCO et contribue dans ce cadre à l'échange des bonnes pratiques curriculaires et au renforcement des capacités des spécialistes du curriculum.
- le BIE a contribué au CD-ROM de l'UNESCO pour la Conférence mondiale du sida à Toronto (en août 2006) avec plusieurs documents-clés.
- le BIE a contribué aux deux symposiums organisés par le groupe inter-agences pour l'éducation (IATT) de l'ONUSIDA (en mai et novembre 2006).

45. Les activités et les résultats atteints sont présentés plus en détail dans la fiche descriptive 8.

3. FONCTIONNEMENT INSTITUTIONNEL

3.1. CONSEIL DU BIE

46. Les attributions du Conseil du BIE sont fixées par ses Statuts, son Règlement intérieur et la Résolution adoptée par la 33^e Conférence générale (33 C/5).

47. Le Conseil a tenu sa 54^e session en janvier 2006 pour planifier les activités du Bureau et en évaluer les résultats ; le Groupe administratif s'est réuni les deux jours précédents. Au cours de cette session, le Conseil a élu sa Présidente, son Bureau et les membres des organes subsidiaires pour 2006/2007 ; il a approuvé le rapport d'activités du BIE pour 2005 et les comptes provisoires au 31 décembre 2005 ; il a approuvé le projet de programme et de budget pour 2006 ; il a pris connaissance du rapport de l'évaluation externe conduite par IOS et l'entreprise TECHNOLIS ; il a rendu hommage à Cecilia Braslavsky et procédé, au cours d'une séance privée, à la sélection des candidatures à présenter au Directeur général pour le poste de DIR/BIE. Une réunion du Bureau a eu lieu à Genève le 21 juillet et une session extraordinaire du Conseil s'est déroulée à Paris le 15 septembre pour finaliser le second processus de sélection d'un nouveau Directeur.

48. Les activités sont présentées dans la fiche 9.

3.2. GESTION INSTITUTIONNELLE : RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIERES, PARTENARIATS

Ressources humaines et gestion

49. A la suite de la décision du Directeur général de l'UNESCO de procéder à un réaffichage du poste, un nouveau Directeur, qui aurait normalement dû prendre ses fonctions au 1^{er} juillet, est toujours attendu et, à la date de rédaction de ce rapport, la nomination de Mme Clementina Acedo (Venezuela) vient juste d'être rendue officielle. Le poste devrait être effectivement repourvu au cours du 1^{er} trimestre 2007. En revanche, le poste de Secrétaire du Conseil sera repourvu le 1^{er} février 2007 par le transfert de Mme Costanza Farina (Italie), actuellement Directrice du Bureau de l'UNESCO à Ramallah (Palestine).

50. En cours d'année, l'équipe professionnelle du BIE a pu être en partie stabilisée avec l'entrée en fonction, en janvier, du nouveau coordinateur (P 4) et, en mai, de l'assistante de programme (P 1) pour le renforcement des capacités. Ce programme bénéficie également des compétences d'un haut fonctionnaire du Ministère chinois de l'éducation, généreusement mis à disposition du BIE pour une période de deux ans. Il reste que, depuis plusieurs années, le Directeur attire l'attention du Conseil sur l'insuffisance des ressources humaines du BIE mais, compte tenu du manque de ressources financières, quatre postes établis (professionnels et services généraux) sont toujours gelés, ce qui ne va pas sans poser d'importants problèmes. Il est indispensable que les recommandations à ce sujet, issues de l'évaluation externe du BIE par l'entreprise TECHNOLIS, ainsi que le constat établi en automne 2006 par le cabinet de consultants NAVIGANT soient, à court terme, effectivement suivies d'effet. Le BIE compte sur l'appui de son Conseil, conformément à la Résolution adoptée par la 33^e Conférence générale, pour que les choses puissent s'améliorer.

51. Dans cette situation et pour être en mesure de remplir au mieux sa mission, le BIE a été contraint d'explorer toutes les possibilités de disposer néanmoins du maximum de personnel qualifié, avec un minimum de charges financières. Il a ainsi eu la chance de bénéficier de l'aide de l'Office cantonal de l'emploi du canton de Genève qui lui a mis à disposition gratuitement, au cours de l'année 2006, neuf personnes dont les services donnent entière satisfaction. Il a également accueilli, pour une période de onze mois de service civil, un jeune universitaire. Mais le Conseil comprendra aisément qu'il ne peut s'agir que de solutions temporaires, à court terme, et qui ne permettent pas une réelle stabilisation institutionnelle puisque ces mises à disposition ne peuvent pas dépasser douze mois.

52. Par ailleurs et conformément aux vœux du Conseil, le BIE a poursuivi en 2006 sa politique active de formation de jeunes professionnels. Ainsi, huit jeunes diplômés universitaires ont bénéficié

d'une bourse d'assistant de recherche et six étudiant(e)s ont effectué un stage d'une durée moyenne de trois mois. Le BIE estime que ce rôle de formation fait partie intégrante de sa mission mais cela occasionne, dans les circonstances actuelles, une surcharge importante de travail pour les professionnels chargés de l'encadrement.

53. En matière de consolidation institutionnelle et de gestion, le Directeur p.i. a présenté, dans le projet de programme 2006 les objectifs à atteindre et les mesures d'amélioration déjà mises en place et qu'il s'agit de renforcer :

- **intégration des Instituts au système comptable FABS** : cette intégration a été couronnée de succès et, grâce à l'excellent travail et à l'engagement de toute l'équipe administrative, le BIE a reçu de la part du Siège la « médaille d'or » symbolique de « champion des instituts » ;
- optimisation des services de **l'administration** comme soutien aux programmes et projets : plusieurs mesures de rationalisation et d'économies ont été introduites (externalisation de travaux, révision de contrats d'entretien, non remplacement de la voiture de fonction, etc.) ;
- **optimisation des processus et procédures de travail**, comme suite des travaux effectués en 2004/2005 avec l'appui du cabinet Mannet : une journée de formation a permis une mise à niveau des nouveaux membres du personnel et un rappel salutaire aux anciens, en particulier dans le domaine des procédures d'établissement et de gestion des divers types de contrats ;
- **poursuite de la formation** entreprise en 2005 pour une meilleure efficacité individuelle et collective (programme d'efficacité personnalisée – PEP) : une journée a été organisée pour l'ensemble des membres du personnel, avec une application individualisée ; une formation intitulée « Ecrire pour le web » a également été organisée pour tous les professionnels ;
- **évaluation des performances** du personnel en 2004/2005, pour la première fois selon le nouveau système **Perfoweb** de l'UNESCO : cet exercice a nécessité un soin particulier et beaucoup de travail de la part des superviseurs mais le résultat est positif et le nouveau système mis en place constitue un progrès notable par rapport à l'ancien système des « notes professionnelles » ;
- **optimisation des services informatiques**, en particulier pour permettre au BIE d'avoir un accès fiable à l'Intranet de l'UNESCO à Paris : les opérations, conduites en étroite coopération et avec l'appui du Siège, ont très bien réussi. Ainsi, il est maintenant possible à chaque personne d'avoir accès aux adresses de tous les collègues et services de l'UNESCO et d'accéder directement à son courrier électronique, où qu'il se trouve dans le monde ;
- poursuite de la mise en place d'un **service de soutien intégré en matière de gestion des connaissances**, de documentation, de publications, de diffusion **de l'information** et de mise en place des communautés de pratiques : voir la partie du rapport consacrée au programme de base 2. Par ailleurs, le BIE a été sollicité par l'UNESCO pour apporter son expertise aux activités de formation interne du Siège, ainsi que pour la préparation d'une stratégie en matière d'e-Learning, comme suivi du Sommet mondial sur la société de l'information ;
- poursuite de l'intégration de **jeunes professionnels**, en tant qu'assistants de recherche et/ou stagiaires (voir paragraphe 50).

Ressources financières

54. **L'allocation financière de l'UNESCO** (budget ordinaire) affectée au BIE en 2006 (et inchangée depuis 2002) a été de **2.295.500 dollars US**.

55. Les **ressources extrabudgétaires assurées au 30 novembre 2006** pour les activités de programme et certaines charges de personnel s'élèvent, pour le **compte spécial du BIE à 1.095.459 dollars US**. Les ressources extrabudgétaires mobilisées **en-dehors du compte spécial** (Fonds-en-dépôt de l'UNESCO, ONUSIDA, etc.) s'élèvent à **620.603 dollars US**.

56. L'intégration du BIE depuis le début de l'année dans le système FABS permet de disposer maintenant de données comptables précises mensuelles (et non plus trimestrielles). La situation budgétaire au 30 novembre 2006 est présentée dans la partie III du document. Un nouveau tableau, faisant état de la situation à fin décembre 2006, sera fourni au Conseil.

Partenariats

57. De bonnes relations de travail ont été maintenues et renforcées tout d'abord au sein du Secteur de l'éducation de l'UNESCO et avec les autres Instituts. Le Directeur p.i. a participé à toutes les réunions du « *Leadership Team* » de la réforme du Secteur ED. Les collaborations avec les Bureaux régionaux et nationaux de l'UNESCO se sont intensifiées pour la mise en œuvre de plusieurs activités.

58. Le BIE a aussi travaillé en étroite coopération avec la Division du contrôleur financier (DCO), la Division des systèmes d'information et des télécommunications (DIT) et la Division de l'information du public (BPI).

59. A Genève, l'accord de coopération avec l'Université et le Service de la recherche en éducation a été reconduit pour une année, en attendant l'arrivée du nouveau Directeur. Pour ce qui concerne la Suisse, un accord de coopération a été signé avec la Haute école pédagogique de Suisse centrale, ainsi qu'avec la Haute école pédagogique des cantons de Berne, Jura et Neuchâtel. Dans ce cadre, une étude conjointe portant sur le curriculum et la pauvreté dans les pays développés a pu être lancée.

Conclusion

60. Du fait du départ à la retraite du Directeur p.i. et Secrétaire du Conseil, ce rapport constitue en quelque sorte un bilan de deux années d'intérim. Malgré la situation difficile, l'impossible a été fait, dans l'ensemble des programmes et projets, pour atteindre les résultats attendus. Le Directeur p.i. adresse de très chaleureux remerciements à tous ses collègues du BIE, qui ont fait preuve de courage, de générosité dans le travail et d'un excellent état d'esprit tout au long de l'année. Un merci spécial à l'équipe de coordination, sur laquelle le Directeur p.i. a pu constamment s'appuyer. Une reconnaissance particulière s'adresse à tous ceux qui ont accompagné et soutenu les efforts du BIE, mais spécialement à la Suisse et à la Suède, dont les contributions financières ont été vitales pour que le BIE puisse accomplir sa mission durant ces dernières années.

61. Ainsi, c'est avec le sentiment du devoir accompli que le Directeur p.i. quitte l'institution. L'ensemble des priorités qu'il s'était fixées au moment où il a pris sa charge ont pu être tenues et les objectifs atteints, à savoir :

- a. maintenir l'institution et conserver la motivation des collègues ;
- b. atteindre le maximum des résultats attendus dans les programmes et projets ;
- c. consolider les acquis ;
- d. poursuivre la restructuration et la consolidation de l'institution ;
- e. rechercher des financements extrabudgétaires supplémentaires ;
- f. pouvoir remettre au nouveau Directeur un BIE « en bon état ».

62. Des vœux chaleureux de réussite professionnelle et de satisfaction personnelle accompagnent la nouvelle Directrice et la nouvelle Secrétaire du Conseil, avec l'espoir que cette institution si utile et efficace qu'est devenue le BIE puisse se stabiliser et se développer, pour que progresse dans le monde l'éducation de tous les enfants et de tous les jeunes mais tout spécialement celle des plus pauvres et des plus démunis.

II. FICHES DESCRIPTIVES

BIE – RAPPORT 2006

PROGRAMME DE BASE 1 : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

1. Libellé de l'élément	Communauté de pratique mondiale (COP)
2. Nom du responsable et du suppléant	Renato Opertti, Lili Ji, Daoyu Wang
3. Date de début et fin de l'activité	Janvier-Décembre 2006
4. DESCRIPTIF DE L'ÉLÉMENT	
<p>4.1. Contexte - Dans le cadre du soutien apporté aux États membres dans la gestion de la réforme et du développement curriculaires, le BIE a mis en place en 2005 une COP consistant en un réseau mondial de concepteurs de curriculum pour renforcer la capacité nationale à concevoir et à mettre en œuvre de meilleurs programmes se fondant sur un double défi :</p> <p>a) continuer de favoriser la conception de curriculum en tant que source de réforme éducative, englobant des processus et des résultats visant à atteindre une éducation de meilleure qualité à la lumière de l'EPT ; b) consolider une perspective de développement au sein du réseau international des concepteurs de curriculum.</p> <p>4.2. But (objectif global) - Renforcer la capacité nationale des organismes chargés d'élaborer les curricula (spécialistes et concepteurs de curricula à différents niveaux) à concevoir et à mettre en œuvre la réforme curriculaire en se concentrant principalement sur la qualité de l'éducation à la lumière des objectifs d'EPT, et ce en leur permettant de partager leurs points de vue, leurs expériences et leurs compétences par l'intermédiaire de la COP à l'échelle interrégionale.</p> <p>4.3. Propos (objectif spécifique)</p> <p>a) Formaliser les relations et établir au moins 9 points focaux pour couvrir les différentes régions (pour le moment, 2 en Afrique, 1 dans les États arabes, 1 en Asie, 3 en Europe/Amérique du Nord et 2 en Amérique latine et aux Caraïbes).</p> <p>b) Mettre en place un accord interrégional de partenariat universitaire axé sur le lien entre processus de développement curriculaire, éducation de base et objectifs d'EPT.</p> <p>c) Organiser le Forum sur la réforme curriculaire pour une éducation de base de qualité au sein de la COP afin de faciliter le dialogue politique sur les questions fondamentales de la réforme curriculaire à la lumière des objectifs d'EPT.</p> <p>d) Mettre en œuvre des activités hebdomadaires de communication et de partage de l'information au sein de la Communauté de pratique.</p> <p>e) Mettre au point une section COP sur le site du BIE et choisir un logiciel pour renforcer le concept du partage au sens large à l'échelon interrégional.</p>	
5. RESULTATS	
<p>Attendu (description) 1 – Points focaux : Neuf points focaux mis en place dans cinq régions différentes.</p>	
<p>Indicateur de performance : un certain nombre de contrats rémunérés conclus avec des points focaux.</p>	
<p><i>Résultats atteints/Degré de réalisation: Au total, 9 contrats et accords de coopération ont été établis à ce jour (2 en Asie, 1 en Europe, 1 dans les États arabes du Golfe et 3 en Amérique latine et dans les Caraïbes). Un autre est en cours d'élaboration pour les pays africains principalement francophones. Un ensemble d'activités fait partie du contrat. Les activités des points focaux couvrent les secteurs suivants : a) mise en place d'une COP dans chaque région ; b) recherche comparative à l'échelon régional sur les processus de réforme curriculaire ; c) discussions politiques sur les questions de curriculum et d'éducation de base au cours de séminaires et d'activités en ligne ; d) matrice du développement curriculaire comparatif et e) publication d'une analyse régionale sur des questions de curriculum relatives aux objectifs d'EPT. 12 séminaires couvrant toutes les régions de l'UNESCO ont été organisés.</i></p>	
<p>Attendu (description) 2 – Accord interrégional : accord signé entre des universités de différentes régions concernant le développement curriculaire, l'éducation de base et les objectifs d'EPT.</p>	
<p>Indicateur de performance: Accord interrégional conclu.</p>	
<p><i>Résultats atteints/Degré de réalisation: Un observatoire ibéro-américain d'équité de l'éducation de base est en cours de mise en place avec le soutien de l'Université Autonome de Barcelone et les points focaux dans les universités d'Amérique latine (San Andres en Argentine et l'Université Cayetano Heredia au Pérou). Activités prévues dans l'accord : analyse et compréhension de l'iniquité éducative de l'éducation de base en Amérique latine par le biais de la mise au point d'indicateurs pouvant être suivis pendant les trois premières années du projet au moins (actuellement en cours) ; contribution aux débats et élaboration de propositions politiques faisant intervenir de multiples parties prenantes, sur la base du concept d'équité en tant que vecteur du système éducatif, à la fois aux niveaux macro et micro du curriculum.</i></p>	
<p>Attendu (description) 3 -Forum sur la réforme curriculaire pour une éducation de base de qualité: Forum tenu.</p>	
<p>Indicateurs de performance : Evaluation du Forum.</p>	
<p><i>Résultats atteints/Degré de réalisation: 2^{ème} Forum international sur la formation des enseignants (Shangai, 25 - 27 octobre 2006) cofinancé et organisé par l'Université de formation des enseignants de la Chine de l'Est (ECNU), la</i></p>	

Commission nationale chinoise pour l'UNESCO, le Réseau Asie-Pacifique de l'UNESCO pour l'éducation internationale et l'éducation aux valeurs. La réunion annuelle de la COP du BIE s'est tenue avec les points focaux de toutes les régions et une sélection de spécialistes chinois (Shanghai, 30 octobre) sur le thème de la relation entre réforme curriculaire de l'éducation de base et développement professionnel des enseignants. La réunion a porté sur 3 principaux objectifs : passage en revue des activités menées par la COP en 2006 ; discussion sur les activités possibles pour 2007; les grandes lignes des activités de coopération interrégionale (élaboration d'un agenda thématique) sur le lien entre réforme curriculaire et développement professionnel des enseignants.

Attendu (description) 4 – Animation de la COP : partage des informations et communication hebdomadaires au sein de la COP.

Indicateur de performance : Nombreuses activités menées toutes les semaines au sein de la COP et nombreuses réponses obtenues toutes les semaines, classées en fonction de la région du Point focal.

Résultats atteints/Degré de réalisation: *2 contacts par semaine en moyenne (à partir du mois de janvier) ont été facilités par le BIE. Au 31 octobre 2006, la COP comptait 423 membres de 75 pays, couvrant les 5 régions de l'UNESCO. Les activités des points focaux de toutes les régions et sous-régions ont été diffusées par le biais de ses activités. La plupart des contacts portent sur la diffusion des activités du secteur de l'Éducation de l'UNESCO ; ressources et veilles en ligne fournies par le BIE ; documents portant sur les approches curriculaires et les questions associées ; ateliers, séminaires et appel à propositions ; activités en réseau ; quatre lettres d'informations régionales et présentation de questions relatives au curriculum. La communication se fait en anglais, en français, en chinois et en espagnol et dans certains cas, en russe et en arabe.*

Attendu (description) 5 – Section COP du site Web: section et logiciel mis en place.

Indicateur de performance: Nombre d'activités annuelles menées.

Résultats atteints/Degré de réalisation: *La section a été créée sur le site du BIE et regroupe les huit activités (en chinois, anglais, français, espagnol et russe). Les commentaires des membres sur le contenu ont été positifs.*

6. ELEMENTS DE STRATEGIE

6.1 Description de l'intervention

- Mettre au point un processus progressif pour légitimer et consolider la proposition de la COP afin de promouvoir et d'améliorer la qualité de l'éducation à la lumière des objectifs d'EPT.
- Débattre des propositions de contrats avec les points focaux, établir des stratégies concrètes et faisables visant à conduire les activités approuvées vers la réalisation des objectifs et des résultats mentionnés ci-dessus.
- Organiser un forum avec les membres de la COP de toutes les régions mettant l'accent sur la question du développement curriculaire en tant que vecteur pour de meilleurs résultats de la qualité de l'éducation de base. Cela inclut une analyse approfondie des répercussions politiques de la conception curriculaire au sens large, mettant l'accent sur la nécessité d'un dialogue politique et d'une conception rationnelle de curriculum à la lumière des objectifs d'EPT.
- Maintenir le développement dynamique de la COP en facilitant activement le partage des points de vue, expériences, informations, de la coopération technique et de la recherche à l'échelle internationale en la matière. Il sera tenu dûment compte des commentaires, des suggestions et des réactions des membres aux activités planifiées, et ce pour permettre d'appliquer des approches sur mesure dans un cadre universel.

6.2 Parties prenantes, partenaires et bénéficiaires

Les principales parties prenantes sont les spécialistes et les concepteurs de curriculum de chacune des régions, y compris les institutions des secteurs public/privé ainsi que celles jouant différents rôles dans les activités relatives au développement curriculaire. Les partenaires seront les suivants : secteur ED de l'UNESCO, les instituts et les centres travaillant dans le domaine de l'éducation, les Bureaux régionaux et nationaux d'éducation. Ceux-ci peuvent jouer un rôle important pour expliquer et diffuser les propositions et les activités de la COP, pour identifier les membres et les institutions membres potentielles et pour créer des programmes régionaux de développement curriculaire. Les principaux bénéficiaires devraient être les institutions et les personnes travaillant dans le secteur de la réforme curriculaire au plan national et à différentes échelles du système éducatif

6.3. Ressources en personnel : Voir tableau "Estimation de la répartition du personnel affecté par programme/projet", en annexe

6.4. Participations structurelles : Points focaux relevant des cinq régions de l'UNESCO.

7. BUDGET (\$US) :

7.1. Budget approuvé	320'000
7.2. Budget révisé	-----
7.3. Engagé au 30.11.06	303'308

BIE – RAPPORT 2006

PROGRAMME DE BASE 1: RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

1. Libellé de l'élément	Communauté de pratique (COP) – Activités régionales
2. Nom du responsable et du suppléant	Renato Operti, Lili Ji, Daoyu Wang
3. Date de début et fin de l'activité	Janvier-Décembre 2006
4. DESCRIPTIF DE L'ELEMENT	
<p>4.1. Contexte - Dans le cadre de la COP mondiale, un certain nombre d'activités ont porté sur l'échange à l'échelon régional, à la demande des États membres. Cette approche permet de consolider la perspective de développement dans la création d'un réseau international qui élargit la perspective intra-régionale (20 séminaires régionaux et ateliers de formation ont été tenus depuis 1998) en y intégrant des approches et des activités interrégionales. De manière générale, le BIE s'efforce de favoriser les conditions, les occasions, l'environnement et les ressources propres à générer un processus de réflexions et d'actions collectives en matière de réforme curriculaire à la lumière des objectifs d'EPT.</p> <p>4.2. But (objectif global) - Renforcer les capacités des organismes nationaux de conception du curriculum en encourageant la recherche et le partage des expériences aux échelons régional et interrégional.</p> <p>4.3. Propos (objectif spécifique)</p> <p>f) Mettre au point une étude comparative du curriculum à l'échelon international en matière de conception et de mise en œuvre de politique relative au curriculum dans l'éducation de base en Chine et en Amérique latine.</p> <p>g) Mettre au point un examen des expériences ayant cours dans le développement curriculaire de pays d'Afrique et d'Amérique latine, axé sur l'approche par les compétences eu égard aux pratiques éducatives et aux résultats obtenus par les élèves.</p> <p>h) Organiser des ateliers de diffusion des modules de formation de la région Asie et Pacifique pour le renforcement de capacités et étudier des stratégies visant à leur utilisation dans différentes régions.</p>	
5. RESULTATS	
<p>Attendu (description) 6 – Etude Chine/Amérique latine : une étude comparative conduite sur la conception et la mise en œuvre de la politique relative au curriculum dans l'éducation de base en Chine et en Amérique latine.</p> <p>Indicateur de performance: Etude achevée et publiée en chinois, en anglais et en espagnol. Une étude comparative interrégionale entre la Chine et l'Amérique latine actuellement en cours.</p> <p><i>Résultats atteints/Degré de réalisation: Une série de questions sur les processus et les résultats en matière de curriculum dans l'éducation de base ont orienté l'étude. Quatre documents ont été produits – un en anglais intitulé "Proposition d'agenda éducatif au sein d'une nouvelle politique sociale en Amérique latine"; un en espagnol intitulé "Développement curriculaire dans l'éducation de base dans le cône Sud de l'Amérique latine"; un en chinois intitulé "Analyse documentaire de la réforme curriculaire dans l'éducation de base en Chine", et un à la fois en anglais et en espagnol intitulé "Vers une analyse comparative de l'éducation en Chine et dans le cône Sud de l'Amérique latine. Propositions de travail à débattre". Les progrès de l'étude ont été discutés par les points focaux de Chine et du cône Sud de l'Amérique latine à Shanghai (31 octobre).</i></p> <p>Attendu (description) 7 – Etude sur les compétences : une étude conduite sur les expériences ayant cours dans le développement curriculaire dans des pays d'Afrique et d'Amérique latine, eu égard à l'application de l'approche par les compétences.</p> <p>Indicateur de performance: Etude achevée et publiée en anglais, en français et en espagnol.</p> <p><i>Résultats atteints/Degré de réalisation: Deux études ont été publiées sur l'approche par les compétences (analyse théorique et empirique) faisant apparaître les leçons tirées de la majeure partie de l'application de ces approches en Afrique. Il s'agit de: Documents de travail du BIE sur le curriculum N° 3, Août 2006 intitulé "Peut-on apprendre à plonger avant d'avoir appris à nager? les défis actuels de la réforme curriculaire" (en espagnol), et du document de travail du BIE sur le curriculum N° 4, Septembre 2006, intitulé "La compétence comme organisateur des programmes de formation revisitée, ou la nécessité de passer de ce concept à celui de « l'agir compétent »" (en français)</i></p> <p>Attendu (description) 8 – Ateliers de diffusion: au moins 3 ateliers de diffusion consacrés à l'ensemble des ressources destinées à la région Asie-Pacifique pour le renforcement des capacités.</p> <p>Indicateur de performance: un nombre d'ateliers de diffusion tenus</p>	

Résultats atteints/Degré de réalisation: Trois ateliers de diffusion ont été organisés : 2 en Asie (en République du Kazakhstan et aux Philippines) et 1 en Amérique centrale (Guatemala). 85 spécialistes et concepteurs de curriculum y ont assisté. Des rapports d'évaluation ont été produits par les consultants et les participants. Trois résultats : (i) élaboration (en cours) d'un module sur l'éducation morale et spirituelle en Asie centrale (en russe), (ii) élaboration d'un ensemble de ressources pour l'Amérique centrale sur l'approche par les compétences (en espagnol) et (iii) élaboration d'une version internationale de l'ensemble de ressources à partir de l'ensemble de ressources pour l'Asie-Pacifique et les propositions des points focaux et des membres de la Communauté de pratique.

6. ELEMENTS DE STRATEGIE

6.1. Description de l'intervention

(Voir fiche 1a)

6.2. Parties prenantes, partenaires et bénéficiaires

Les principales parties prenantes sont les spécialistes et les concepteurs de curriculum de chacune des régions de l'UNESCO, y compris les institutions des secteurs public/privé ainsi que les institutions jouant différents rôles dans les activités relatives au développement curriculaire. Les partenaires seront les suivants : secteur de l'éducation de l'UNESCO, les instituts et les centres travaillant dans le domaine de l'éducation, les Bureaux régionaux et nationaux d'éducation. Les Bureaux régionaux et nationaux peuvent jouer un rôle important pour expliquer et diffuser les propositions et les activités de la Communauté de pratique, pour identifier les membres et les institutions membres potentielles et pour créer des programmes régionaux de développement curriculaire. Les principaux bénéficiaires devraient être les institutions et les personnes travaillant dans le secteur de la réforme curriculaire au plan national et à différentes échelles du système éducatif.

6.3. Ressources en personnel

Voir tableau " Estimation de la répartition du personnel affecté par programme/projet", en annexe

6.4. Participations structurelles

Points focaux relevant des cinq régions de l'UNESCO.

7. BUDGET (\$US) : voir Fiche 1 a/budget global

BIE – RAPPORT 2006**PROGRAMME DE BASE 1 : RENFORCEMENT DES CAPACITES EDUCATION et PAUVRETE**

1. Libellé de l'élément	Innovations curriculaires et lutte contre la pauvreté dans le cadre de l'éducation pour tous en Afrique subsaharienne
2. Nom du responsable et du suppléant	Christine Panchaud, Pierre Luisoni
3. Date de début et fin de l'activité	Janvier-décembre 2006
4. DESCRIPTIF DE L'ÉLÉMENT	
<p>4.1. Contexte Dans le cadre de la poursuite des objectifs du mouvement de l'éducation pour tous (EPT), plusieurs pays africains se sont adressés au BIE-UNESCO pour renforcer leurs capacités et/ou compter sur une assistance technique dans le domaine du dialogue politique et du développement curriculaire. Cette demande est liée à la volonté de ces pays d'avancer dans la réalisation de l'objectif 6 de l'EPT et des objectifs de développement pour le millénaire (ODM), à l'importance qu'ils accordent à la qualité de l'éducation pour progresser dans la scolarisation, lutter contre l'abandon scolaire, et combattre la pauvreté.</p> <p>4.2. But (objectif global) Capitaliser et approfondir les résultats de la première phase exploratoire menée en 2004-2005 et accompagner les 9 pays participants dans leurs efforts de mise en œuvre des changements curriculaires dans leur pays.</p> <p>4.3. Propos (objectif spécifique)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Continuer à renforcer les capacités de 9 équipes nationales de développement du curriculum et élargir l'impact de la formation de l'équipe de base à un cercle plus large de bénéficiaires dans chaque pays, pour créer la masse critique nécessaire et renforcer la dynamique de changement déjà présente. • Favoriser les échanges d'expertise déjà existante et le transfert d'expériences et d'innovations prometteuses entre pays. • Continuer à développer les critères de pertinence des curricula de l'éducation de base pour la lutte contre la pauvreté et élaborer un cadre curriculaire de référence. • Développer une méthodologie et des outils pour l'application du cadre de référence et des critères dans la mise en œuvre concrète des changements curriculaires. • Etablir et renforcer les échanges entre le BIE et les partenaires impliqués dans les pays afin d'intégrer ce projet dans les processus de développement du curriculum en cours. • Sensibiliser les acteurs impliqués dans le dialogue politique pour le développement du curriculum, et élaborer dans ce cadre des stratégies permettant des changements concrets et pertinents du curriculum. 	
5. RESULTAT	
<p>5.1. Titre du résultat Mise en œuvre des résultats de la première phase du projet et amélioration des curricula de l'éducation de base pour mieux lutter contre la pauvreté.</p>	
<p>5.2. Attendu (description)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 6 à 9 équipes nationales de développement du curriculum renforcées et élargies. • Stratégie de transfert des instruments et acquis du projet, intégrés et utilisés dans les 9 pays. • Réseau favorisant les échanges réguliers entre collègues des différents pays établi et utilisé pour le transfert d'expertise et d'expériences. • Acteurs impliqués dans développement du curriculum sensibilisés et aptes à contribuer aux changements concrets et pertinents du curriculum dans la lutte contre la pauvreté. 	
<p>5.3. Indicateurs de performance</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de pays participants et nombre de spécialistes du curriculum formés. • Acquis des techniciens en termes de connaissances et de compétences. • Nombre et qualité des changements curriculaires intervenus. • Résultats de la recherche-action transférés dans d'autres pays. 	

5.4. Critères d'évaluation de l'avancement du résultat

- Capacités des équipes nationales renforcées (minimum de 6 pays inclus et 100 techniciens formés).
- Acquis des techniciens évalués positivement et transférés aux collègues dans les pays participants.
- Instruments et acquis du projet utilisés par les pays dans les processus de changement curriculaire.
- Résultats discutés dans le réseau global de développement du curriculum animé par le BIE.

5.5 Résultats atteints/degré de réalisation

- *Intérêt prioritaire pour ce projet confirmé ; continuité et haute qualité de la participation des 9 équipes des pays avec pour résultat la formation de dans les neuf pays de plus de 150 spécialistes.*
- *Sensibilisation et capacité renforcée des participants à utiliser les outils du dialogue politique pour la mise en oeuvre des innovations pour lutter contre la pauvreté.*
- *Progrès significatif réalisé dans le développement des critères d'une éducation de qualité pour lutter contre la pauvreté, avec l'élaboration des conditions d'inclusion et de rétention, sous plusieurs aspects, de tous les enfants, même ceux généralement exclus de l'éducation de base.*
- *Plus de 10 innovations clés d'une éducation pour lutter contre la pauvreté documentées et partagées, en particulier en ce qui concerne l'organisation et la flexibilité du curriculum, l'éducation bilingue, l'intégration des écoles dans les communautés, l'articulation de la gestion scolaire et des pédagogies.*
- *Conditions pour stimuler les innovations et permettre leur diffusion dans les systèmes identifiées ; stratégies concrètes pour dépasser les obstacles au changement élaborées.*
- *Echanges entre pays intensifiés et acquis du projet transférés dans les 9 pays, notamment : utilisation des outils du dialogue politique et mise en oeuvre d'innovations observées sur le terrain et analysées lors des séminaires ; résultats du projet diffusés à d'autres pays (4 newsletters et site du BIE).*
- *Réseau formalisé dans une communauté de pratique africaine francophone et lusophone.*

6. ELEMENTS DE STRATEGIE

6.1. Description de l'intervention

Le BIE a travaillé avec les équipes des pays déjà mobilisées et cherché à favoriser les échanges, une capitalisation continue des acquis du projet et la constitution d'une expertise au niveau régional, grâce notamment à la tenue de 2 séminaires d'inter-formation internationaux centrés sur les outils du dialogue politique et les stratégies pour dépasser les obstacles au changement. Des séminaires de partage nationaux réguliers permettent de diffuser et de renforcer les acquis des séminaires internationaux dans les pays.

6.2. Parties prenantes, partenaires et bénéficiaires

Parties prenantes et partenaires

- Dans les pays participants: Ministères de l'éducation, Commissions nationales auprès de l'UNESCO, instituts de recherche en éducation, universités et experts indépendants.
- Soutien financier: Coopération au développement (DDC)-Suisse, SIDA-Coopération suédoise; programme UNESCO de soutien à l'EPT ; Gouvernement espagnol.
- Expertise additionnelle : Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'Université de Genève (FAPSE), groupe d'experts africains et internationaux.
- Exécution: bureaux UNESCO Bamako, BREDA, Maputo, Windhoek, siège et instituts de l'UNESCO.

Bénéficiaires : Spécialistes du curriculum, enfants et enseignants des pays concernés par ce projet.

6.3. Ressources en personnel

Voir le tableau « Estimation de la répartition du personnel établi par programme/projet » en annexe.

6.4. Participations structurelles (liens avec d'autres éléments de programmation)

- Banque de ressources et observatoire des tendances: analyse de curricula nationaux sous l'angle de la lutte contre la pauvreté et l'identification de bonnes pratiques dans ce domaine.
- Renforcement des capacités: sélection et de la formation des spécialistes du curriculum, recherche-action pour l'analyse et la production de matériel, contribution au réseau global des spécialistes du curriculum.
- Dialogue politique: pour la mise en oeuvre et la diffusion réussie des innovations curriculaires.
- Programme transversal éducation VIH et sida : intégration des compétences pour la vie dans le curriculum.

7. BUDGET (US\$)

7.1. Budget approuvé 185'795

7.2. Budget révisé 196'295

7.3. Engagé au 30.11.06 164'555

BIE – RAPPORT 2006**PROGRAMME DE BASE 2 : BANQUE DES RESSOURCES/OBSERVATOIRE DES TENDANCES**

1. Libellé de l'élément	Banque des ressources sur les systèmes d'éducation et les politiques curriculaires
2. Nom du responsable et du suppléant	Massimo Amadio, Ruth Creamer, Christopher Strebel
3. Date de début et de fin d'activité	Février – Décembre 2006

4. DESCRIPTIF DE L'ELEMENT**4.1. Contexte**

Le développement et la maintenance de la Banque de ressources sur les systèmes d'éducation et les politiques curriculaires — qui comprend plusieurs banques de données telles que les *Données mondiales d'éducation* et les *Dossiers par pays*, de même que la collection du matériel lié au curriculum et la série des rapports nationaux — constituent une activité permanente du BIE depuis plusieurs années.

4.2. But (objectif global)

Le principal objectif de la Banque de ressources est de soutenir la stratégie internationale de l'EPT en rassemblant et en rendant disponibles des informations pertinentes constamment mises à jour sur les systèmes d'éducation et les curricula existants.

4.3. Propos (objectif spécifique)

L'objectif spécifique est de développer et de maintenir une base d'informations servant à identifier les principales tendances de l'éducation, notamment dans le domaine du développement curriculaire, et de faciliter l'échange d'informations et d'expériences sur des questions spécifiques touchant l'éducation et le curriculum.

5. RESULTATS**5.1. Titre des résultats**

Base d'informations sur les systèmes d'éducation et les curricula existants, régulièrement actualisée et facile d'accès.

5.2. Attendus (description)

- Les profils actualisés des systèmes d'éducation nationaux à inclure dans la sixième édition de la banque de données *Données mondiales de l'éducation* seront progressivement rendus disponibles sur le site Internet du BIE.
- La base de données des *Dossiers par pays* sera réorganisée et améliorée.
- La série de matériel lié au curriculum sera développée; des liens vers le matériel curriculaire disponible sur Internet seront proposés sur le site du BIE. Si possible, des ressources en ligne liées au curriculum seront diffusées aux membres de la communauté de pratiques et via le site Internet du BIE.
- La collection numérique de la série des rapports nationaux sera enrichie et élargie (plus de 1800 documents sur 3000 microfiches couvrant la période de 1970 à 1992 ont déjà été numérisés).

5.3. Indicateurs de performance

Disponibilité, accessibilité et qualité de la documentation et du matériel.

5.4. Critères d'évaluation

Statistiques du site Internet (nombre de visites, de consultations et de téléchargements); commentaires des utilisateurs.

5.5. Résultats atteints/Degré de réalisation

(a) Le processus d'actualisation des profils des systèmes nationaux d'éducation de la sixième édition de la banque de données mondiales sur l'éducation est en cours. Entre avril et la fin du mois d'octobre 2006, environ 90 profils ont été actualisés.

(b) La banque de données des Dossiers par pays a été complètement remaniée, réorganisée et améliorée. En tout, plus de 650 pages ont été révisées et 23 nouveaux dossiers ont été créés, portant à 162 le nombre de

pays couverts au total. L'accès aux données a été amélioré et les ressources ont été approfondies et enrichies (par exemple, accès aux données bibliographiques les plus pertinentes, actualisation des liens vers les ressources curriculaires de 140 pays, création de liens vers des ressources additionnelles, etc.). Par ailleurs, l'intégration de ces ressources à d'autres services d'information de l'UNESCO a été améliorée par la création de liens vers certaines rubriques du portail de l'UNESCO.

(c) Outre les liens vers les ressources curriculaires des Dossiers par pays, la collection des curricula imprimés du BIE a été enrichie et 46 nouveaux titres ont été ajoutés au catalogue en ligne de l'IBEDOC. La collection est actuellement remaniée pour en faciliter son utilisation ; les ressources seront divisées par pays, par région et type de curriculum. Des services de veilles/alertes ont été étendus aux 400 membres environ de la Communauté de pratiques du développement curriculaire. Le nombre de langues de travail a augmenté, le français et l'espagnol ainsi que l'anglais en faisant désormais partie. Les veilles/alertes ont permis de faire connaître les derniers événements, les rapports en ligne, les sites Web et les ressources en ligne de tous ceux qui participent au développement curriculaire, aux systèmes d'éducation et à l'observation des tendances en la matière. Au total, jusqu'à la mi-octobre, 42 veilles/alertes ont été effectuées toutes les semaines, 29 veilles/alertes sur les ressources en ligne et deux recueils de ressources ont été élaborés et largement diffusés. La collection étendue d'ouvrages archivés est très utile aux chercheurs dans le domaine de l'éducation à travers le monde, et les ouvrages sont en cours de saisie dans l'IBEDOC (plus de 1 200 ouvrages ont été ajoutés). 350 autres ouvrages relatifs à l'éducation ont été ajoutés à l'IBEDOC. Enfin, 68 publications et documents du BIE au total ont été ajoutés à l'UNESDOC. Les demandes en ligne concernant les ressources du BIE ont quadruplé par rapport à la même période l'an dernier.

(d) La numérisation des Rapports nationaux couvrant la période 1970-1992 a été achevée. Au total, plus de 1800 documents (soit plus de 220 000 pages) ont été numérisés ; une bibliothèque numérique devrait être mise au point en 2007 afin d'améliorer l'accessibilité à ces documents. En outre, 35 rapports additionnels datant de 1996 ont été introduits dans les pages Web du BIE, venant compléter les séries de Rapports de 1996 (au total, 101 Rapports nationaux sont aujourd'hui disponibles).

6. ELEMENTS DE STRATEGIE

6.1. Description de l'intervention

Identification, collection, systématisation, mise à jour et diffusion massive des informations et des données pertinentes.

6.2. Parties prenantes, partenaires et bénéficiaires

Bénéficiaires directs et indirects:

Responsables politiques et équipes nationales oeuvrant pour une éducation de qualité pour tous ; utilisateurs des services de l'éducation (dirigeants, planificateurs et praticiens de l'éducation, responsables de l'information, chercheurs et universitaires, enseignants et étudiants du monde entier) ; membres de la communauté de pratiques.

Parties prenantes et partenaires:

Collaboration avec les ministères de l'éducation, les commissions nationales et les institutions académiques de l'UNESCO à travers le monde.

6.3. Ressources en personnel

Voir le tableau « Estimation de la répartition du personnel établi par programme/projet » en annexe.

6.4. Participations structurelles (liens avec d'autres éléments de programmation)

Mise en œuvre en collaboration étroite avec les programmes du BIE et en particulier avec le programme de renforcement des capacités (Réseau mondial du curriculum/Communauté de pratiques).

7. BUDGET (\$US) :

7.1. Budget approuvé	74'000
7.2. Budget révisé	-----
7.3. Engagé au 30.11.06	73'408

BIE – RAPPORT 2006**PROGRAMME DE BASE 2 : BANQUE DE RESSOURCES/OBSERVATOIRE DES TENDANCES**

1. Libellé de l'élément	Observatoire des tendances d'éducation dans le domaine des processus et des produits du développement curriculaire
2. Nom du responsable	Massimo Amadio
3. Dates de début et de fin	Février - Décembre 2006

4. DESCRIPTIF DE L'ELEMENT**4.1. Contexte**

L'Observatoire des tendances en éducation dans le domaine des processus et des produits de développement curriculaire, accompagné de la Banque des ressources, constitue l'un des programmes de base du BIE.

4.2. But (objectif global)

L'objectif principal de l'Observatoire — qui repose essentiellement sur la Banque des ressources — est de soutenir la stratégie internationale de l'EPT en produisant et en rendant disponibles des analyses et des études de grande qualité liées à la qualité de l'éducation et aux processus et aux produits du développement curriculaire.

4.3. Propos (objectif spécifique)

L'objectif spécifique vise à collecter et à identifier les principales tendances dans la conception et l'organisation des contenus et des processus de développement curriculaire, ainsi que de faciliter l'échange d'informations et d'expériences sur des thèmes et des préoccupations spécifiques au curriculum.

5. RESULTATS**5.1. Titre des résultats**

Facilitation de l'accès aux analyses liées aux contenus de l'éducation, aux processus et aux produits du développement curriculaire, ainsi qu'aux tendances de l'EPT.

5.2. Attendus (description)

- Réalisation d'une publication explorant les modèles de base transnationaux et longitudinaux dans les curricula officiels produits et supposés garantir une meilleure diffusion des travaux réalisés par le BIE ces dernières années.
- Identification des questions liées à l'organisation des contenus de l'éducation et aux emplois du temps dans les systèmes d'éducation nationaux analysés (séminaire co-organisé avec la Banque mondiale).
- Contribution au rapport de suivi mondial de l'UNESCO de 2006/07 sur l'EPT (thème: Education et soins de la petite enfance) apportée à l'équipe du rapport de suivi (selon disponibilité des ressources extra-budgétaires).
- Production d'une analyse des contenus de la série 2004 des rapports nationaux (thème: développement durable).
- Réalisation d'une étude exploratoire sur le curriculum et la réduction de la pauvreté dans un groupe de pays en développement sélectionnés (selon disponibilité des ressources financières).

5.3. Indicateurs de performance

Disponibilité des analyses des tendances, des études et des documents de travail sur les questions liées à l'EPT et aux processus et aux produits du développement curriculaire.

5.4. Critères d'évaluation

Qualité des études et des publications; commentaires des utilisateurs.

5.5. Résultats atteints/Degré de réalisation

(a) L'ouvrage « School knowledge in Comparative and Historical Perspective: Changing Curricula in Primary and Secondary Education » a été publié en juin 2006 et largement diffusé. La publication de ce

volume fait apparaître en partie le travail réalisé par le BIE dans les dernières années, à la fois en ce qui concerne la création de réseaux et la collaboration élargie avec des chercheurs et des universitaires de haut niveau dans le domaine de la recherche sur le curriculum.

(b) Par ailleurs, la diffusion et le partage en matière d'analyse/d'études sur le contenu éducatif et l'organisation du curriculum ont été réalisés par le lancement électronique de nouveaux documents, en mars 2006. (Documents de travail du BIE sur le curriculum). Six numéros ont été publiés entre mai et octobre, en étroite collaboration avec le Programme/la Communauté de pratiques sur le renforcement de capacité, sur les sujets suivants : éducation esthétique (document élaboré dans le cadre du suivi de la Conférence mondiale sur l'éducation artistique pour améliorer la coopération intersectorielle); formation des enseignants ; curriculum par compétences (deux numéros) ; processus de développement curriculaire et éducation de base ; curriculum et éducation secondaire. En outre, un document de travail sur le temps d'instruction consacré aux mathématiques et aux sciences, faisant référence à l'Indonésie en particulier, a été élaboré à la demande du Groupe d'évaluation indépendante, Division de l'évaluation des programmes mondiaux de la Banque mondiale. Etant donné qu'en octobre 2006, le nouveau Directeur du BIE n'avait toujours pas pris ses fonctions, on a jugé qu'il était prématuré d'organiser un séminaire en collaboration avec la Banque mondiale.

(c) La contribution au Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2007 (Protection et éducation de la petite enfance) a été réalisée en mai et a consisté en une description de base des activités en matière d'éducation et de soins de la petite enfance conduites dans près de 100 pays. Des contributions ont été apportées par 55 ministères de l'Éducation et par 52 Bureaux de l'UNICEF dans le monde. Ces ressources sont disponibles via le portail de l'UNESCO et le lancement officiel du Rapport mondial 2007 (New York, 26 octobre 2006).

(d) La systématisation et le traitement des informations relatives au développement durable contenues dans les Rapports nationaux de 2004 ont été effectués.

(e) En ce qui concerne la recherche-action pilote sur le développement curriculaire et l'atténuation de la pauvreté, dans les pays développés sélectionnés, la phrase préparatoire devrait débiter dans les derniers mois de l'année 2006 (Suisse et Canada-Québec).

6. ELEMENTS DE STRATEGIE

6.1. Description de l'intervention

Préparation/prise en charge de documents et d'études; diffusion d'informations; publications.

6.2. Parties prenantes, partenaires et bénéficiaires

Collaboration avec l'équipe du rapport mondial de suivi de l'EPT. Coopération avec des chercheurs et des institutions académiques. Bénéficiaires: dirigeants, planificateurs et praticiens de l'éducation, responsables de l'information, chercheurs et universitaires, enseignants et étudiants dans le monde entier.

6.3. Ressource en personnel

Voir tableau "Estimations de la répartition du personnel établi par le programme/projet, en Annexe

6.4. Participations structurelles (liens avec d'autres éléments de programmation)

Mise en œuvre en collaboration étroite avec les programmes du BIE et en particulier avec le programme de renforcement des capacités (Communauté de pratiques/Réseau mondial du curriculum) et le projet sur le curriculum et la réduction de la pauvreté en Afrique.

7. BUDGET (\$US) :

7.1. Budget approuvé	110'000
7.2. Budget révisé	-----
7.3. Engagé au 30.11.06	73'955

BIE – RAPPORT 2006**PROGRAMME DE BASE 2 : BANQUE DE RESSOURCES/OBSERVATOIRE DES TENDANCES**

1. Libellé de l'élément	Banque de ressources: Développement du site Internet du BIE
2. Nom du responsable et du suppléant	Massimo Amadio, Christopher Strebel, Ruth Creamer
3. Dates de début et de fin	Février – Décembre 2006

4. DESCRIPTIF DE L'ELEMENT**4.1. Contexte**

Le site Internet du BIE — créé en 1996 et restructuré en 1999 — fait partie intégrante du Programme sur la Banque des ressources et son développement et sa maintenance sont assurés de manière permanente. Grâce à son site Internet, qui a été totalement réorganisé en 2005, le BIE met à disposition des ressources, des produits et des services ciblés sur la communauté éducationnelle dans le monde. Entre 1999 et 2005, le nombre de consultations et de téléchargements des documents et autres ressources a considérablement et constamment augmenté. Le nouveau concept du site Internet a été lancé en septembre 2005 conformément aux nouvelles directives de l'UNESCO et a été créé dans le but de mieux refléter la mission du BIE, sa structure et ses activités actuelles ainsi que d'offrir un meilleur accès à l'information. Le nouveau concept offre de multiples possibilités de recherches des ressources: par thèmes, par pays, et par services. En outre, la nouvelle approche offre des pages d'accueil différentes en Anglais, en Français, en Espagnol et en Arabe afin de s'adresser plus directement à chaque groupe de langue. Par ailleurs, le un système de gestion des contenus soutient les initiatives au sein de la communauté de pratiques tout en établissant les bases de systèmes constituants plus conviviaux et interactifs à développer sur le court et le moyen terme.

4.2. But (objectif global)

L'objectif principal est de soutenir la stratégie internationale de l'EPT en rassemblant et en rendant disponibles, via le site Internet du BIE, des informations pertinentes et constamment actualisées sur les systèmes d'éducation et les curricula.

4.3. Propos (objectif spécifique)

L'objectif spécifique est de développer et de maintenir le site internet du BIE ainsi que de l'utiliser comme base d'informations pour la diffusion d'une grande variété de ressources exploitables à des fins très diverses et visant à faciliter les échanges et les discussions sur des questions spécifiques sur l'éducation et le curriculum.

5. RESULTATS**5.1. Titre des résultats**

Maintenance, mise à jour et diffusion d'une base d'informations et de nombreuses ressources éducationnelles sur le site internet du BIE.

5.2. Attendus (description)

- Introduction de systèmes plus avancés de gestion des contenus afin d'enrichir la communauté de pratiques/le Réseau mondial du curriculum en facilitant l'échange de ressources et l'augmentation des interactions entre les membres de la communauté.
- Création de pages dynamiques augmentant la valeur des informations accessibles sur le site internet du BIE en ciblant les besoins personnalisés des utilisateurs.
- Mise à disposition d'informations supplémentaires sur le site internet du BIE.

5.3. Indicateurs de performance

Amélioration de l'accessibilité et de la qualité du site internet du BIE.

5.4. Critères d'évaluation

Statistiques du site internet (nombre de visites et de téléchargements); commentaires des utilisateurs internes et externes; nouveaux outils/services disponibles pour les utilisateurs.

5.5. Résultats atteints/Degré de réalisation

(a) Un certain nombre d'améliorations techniques sont actuellement apportées et seront testées à l'occasion du deuxième E-Forum de la Communauté de pratiques du développement curriculaire, prévu pour la deuxième partie du mois de novembre 2006. L'adoption d'un système de gestion de contenu sophistiqué à l'échelon institution dépend de la décision qui doit être prise pour l'Organisation en général.

(b) Des pages gérées automatiquement ont été testées, à commencer par la banque de données des Dossiers de pays; l'utilité de ces pages dépendra de la façon dont les Dossiers de pays seront intégrés aux ressources en ligne du secteur de l'Éducation de l'UNESCO.

(c) Le site Web du BIE a été actualisé régulièrement et amélioré. En étant intégrés de meilleure façon au portail de l'UNESCO, le matériel et les ressources du BIE ont été mieux diffusés. La page d'accueil est disponible dans les six langues officielles et elle est mise à jour régulièrement (en principe, toutes les semaines) en anglais, en français et en espagnol. De même, certaines rubriques pertinentes ont été créées dans d'autres langues (par exemple, en russe et en chinois) afin d'élargir l'accès aux informations.

Une autre amélioration a consisté à remanier et réorganiser complètement la rubrique 'Publication' de manière à accéder plus facilement aux informations. La présentation graphique a été améliorée, 132 pages ont été révisées, six nouvelles rubriques ainsi que plus de 90 publications numérisées ont été ajoutées. En outre, l'équipe Web contribue également au développement du nouveau portail du secteur de l'Éducation de l'UNESCO.

Autre rubrique du site Web du BIE ayant été largement améliorée, la partie « Programmes, Conférences et Ateliers »; une nouvelle interface utilisateur pour afficher des informations permet d'avoir davantage de visibilité des activités entreprises par le BIE.

Pour améliorer encore la qualité de ces pages, des procédures d'édition sur le Web et de réalisations des tâches ont été mises en place. Les concepteurs de contenu en ligne ont reçu une formation sur la gestion et la rédaction relatives au Web afin d'améliorer la qualité et la lisibilité du matériel.

6. ELEMENTS DE STRATEGIE

6.1. Description de l'intervention

Développement et maintenance du site du BIE, amélioration de la gestion des contenus pour améliorer les échanges d'informations et les interactions.

6.2. Parties prenantes, partenaires et bénéficiaires

Bénéficiaires directs et indirects:

Responsables politiques et équipes nationales oeuvrant pour une éducation de qualité pour tous ; utilisateurs des services de l'éducation (dirigeants, planificateurs et praticiens de l'éducation, responsables de l'information, chercheurs et universitaires, enseignants et étudiants du monde entier) ; membres de la communauté de pratiques.

Acteurs impliqués et partenaires:

Collaboration avec les ministères de l'éducation, les commissions nationales et les institutions académiques de l'UNESCO à travers le monde.

6.3. Ressources en personnel

Voir le tableau « Estimation de la répartition du personnel établi par programme/projet » en annexe.

6.4. Participations structurelles (liens avec d'autres éléments de programmation)

Mise en œuvre en collaboration étroite avec les programmes du BIE et en particulier avec le programme de renforcement des capacités (Réseau mondial du curriculum/Communauté de pratiques).

7. BUDGET (\$US) :

7.1. Budget approuvé	30'500
7.2. Budget révisé	-----
7.3. Engagé au 30.11.06	10'969

BIE – RAPPORT 2006	
PROGRAMME DE BASE 3 : DIALOGUE POLITIQUE	
1. Libellé de l'élément	Inter-formation au dialogue politique et autres activités
2. Nom du responsable et du suppléant	Pierre Luisoni
3. Date de début et fin de l'activité	Janvier à décembre 2006
4. DESCRIPTIF DE L'ÉLÉMENT	
<p>4.1. Contexte Le programme d'inter-formation au dialogue politique en éducation en Afrique francophone a touché, en 2003, 12 équipes ministérielles (40 cadres de haut niveau). A la demande de plusieurs ministres et des bénéficiaires eux-mêmes, un élargissement et un approfondissement de cette formation sont nécessaires, ainsi que l'élaboration d'un plan, de modules et d'outils de formation transposables au niveau des pays ou des régions, ainsi que pour des publics-cibles différents. Durant le biennium et selon le 33 C/5 adopté, le programme de dialogue politique du BIE portera essentiellement sur « <i>l'amélioration de la concertation internationale sur les systèmes et les programmes éducatifs</i> ». (...) « <i>Les partenariats avec l'ADEA, les donateurs bilatéraux, les universités de différents pays et d'autres institutions seront maintenus et amplifiés, le but étant de renforcer les capacités des équipes professionnelles des pays qui sortent d'un conflit et, d'une manière plus générale, de ceux qui s'attaquent au problème de la pauvreté</i> ».</p> <p>4.2. But (objectif global) Enrichir et améliorer le dialogue politique interne et le dialogue international sur les politiques éducatives.</p> <p>4.3. Propos (objectif spécifique) Renforcer, par la formation et la réalisation de modules et d'outils de formation, les compétences transversales des équipes ministérielles pour le dialogue politique et la mise en œuvre des partenariats.</p>	
5. RESULTAT	
<p>5.1. Titre du résultat Renforcement des compétences pour le dialogue politique en éducation.</p> <p>5.2. Attendu (description)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 4 à 5 nouvelles équipes ministérielles africaines francophones formées ; • 6 équipes ministérielles lusophones formées; • Documentation enrichie de 3 nouvelles monographies/études de cas ; • Débat sur l'enseignement secondaire approfondi et enrichi par la diffusion des résultats du projet RUIG ; • Plan et matériel de formation (modules et « boîtes à outils ») réalisés et expérimentés, en collaboration avec l'ADEA, des cadres ministériels déjà formés, ainsi que l'IPE/Buenos-Aires ; • « Communauté de pratiques » sur le dialogue politique créée. <p>5.3. Indicateurs de performance Nombre de personnes formées ; Réussite des activités de formation ; Qualité du matériel élaboré ; Résultats de l'expérimentation du cursus de formation relatif aux compétences nécessaires au dialogue politique.</p> <p>5.4. Critères d'évaluation de l'avancement du résultat Pertinence, efficacité, efficience et transférabilité des apprentissages et du matériel de formation réalisé.</p>	

5.5 Résultats atteints/Degré de réalisation

L'ensemble des résultats ont été atteints et toutes les activités positivement évaluées. Seul, le séminaire de formation pour les pays lusophones a dû être reporté de quelques mois, pour des raisons indépendantes de la volonté du BIE.

Cinq équipes ministérielles francophones africaines ont été formées (14 hauts fonctionnaires des ministères de l'éducation du Burundi, de Djibouti, de Guinée, de Mauritanie et de République centrafricaine). Six équipes lusophones participeront au séminaire de Genève (février 2007). Trois monographies/études de cas ont été réalisées (négociation, analyse sectorielle, partenariats externes). Les Actes du séminaire de Bogy-Bossey (projet RUIG), co-édités avec l'Université et le Service de la recherche en éducation de Genève ont été largement diffusés, en particulier lors des séminaires de renforcement des capacités. Le matériel de formation (9 modules et « boîte à outils ») est en cours de finalisation, à la suite de deux ateliers du Groupe ad hoc conjoint BIE/ADEA, qui fonctionne comme première ébauche de la communauté de pratiques. Le matériel a été testé avec succès et s'avère transférable pour de nouvelles activités de formation dans les pays eux-mêmes. Il sera édité en 2007.

6. ELEMENTS DE STRATEGIE

6.1. Description de l'intervention

En 2006, le BIE :

- organisera, en partenariat avec l'ADEA, un quatrième séminaire d'inter-formation en Afrique francophone ;
- organisera, en complément de l'activité menée par l'ADEA en 2004, un séminaire d'inter-formation du même type à l'intention des pays lusophones d'Afrique ;
- participera au « groupe ad hoc » mis sur pied conjointement par le BIE et l'ADEA pour la poursuite de la réflexion et de la réalisation d'outils de formation au dialogue politique ;
- fera réaliser par 3 experts du Sud des monographies/études de cas sur des questions liées à la concertation, la négociation, la communication et les partenariats ;
- diffusera les résultats du projet RUIG sur la conscience historique et la comparaison des « transferts de modèles » dans l'enseignement secondaire ;
- poursuivra la préparation des « boîtes à outils/modules de formation » ;
- mettra en place la « communauté de pratiques » ;
- participera à la formation au dialogue politique dans le cadre de l'Université d'été des droits de l'homme et du droit à l'éducation (UEDH) ;
- continuera d'explorer la possibilité de partenariats pour la formation au dialogue politique d'étudiants en sciences de l'éducation, par exemple dans le cadre d'un MAS

6.2. Parties prenantes, partenaires et bénéficiaires

Ministères de l'éducation ; Commissions nationales, Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) ; Centre européen de la négociation (CEN) ; IIPE ; équipes ministérielles.

6.3. Ressources en personnel

Voir le tableau « Estimation de la répartition du personnel établi par programme/projet » en annexe.

6.4. Participations structurelles (liens avec d'autres éléments de programmation)

IIPE Paris et Buenos-Aires ; collaboration interne avec les autres programmes de base et projets du BIE, spécialement « Renforcement des capacités », en vue du développement de boîtes à outils de formation.

7. BUDGET (US\$)

7.1. Budget approuvé	200'000
7.2. Budget révisé	189'500
7.3. Engagé au 30.11.06	117'385

BIE - RAPPORT 2006	
PROGRAMME TRANSVERSAL A : COOPERATION TECHNIQUE/ASSISTANCE	
AUX ETATS MEMBRES	
1. Libellé de l'élément	Reconstruction du système d'enseignement en Afghanistan
2. Nom du responsable	Dakmara GEORGESCU
3. Date de début et fin de l'activité	Juillet 2006 – décembre 2006
4. DESCRIPTIF DE L'ÉLÉMENT	
<p>4.1. Contexte En 2004, l'UNESCO a signé avec le Ministère de l'Éducation de l'Afghanistan un Accord de coopération concernant le lancement d'un nouveau Programme ('<i>La Reconstruction du Système d'Enseignement en Afghanistan</i>'). Le Programme est financé par l'UNESCO sur la base d'une contribution des Etats-Unis pour la reconstruction de l'éducation dans des pays sortant de conflits. Il était censé commencer en 2004 mais plusieurs facteurs, en particulier politiques, ont entravé son lancement. Par conséquent, le Programme a pu commencer seulement en juillet 2006, suite à l'arrivée d'un nouveau ministre de l'éducation soucieux de faire une réforme globale, surtout du secondaire. Le Directeur général de l'UNESCO a alloué 300'000.00 dollars au BIE pour l'assistance technique dans le domaine de la réforme des curricula et des manuels pour l'enseignement secondaire. Il est prévu que le projet dure 18 mois (juillet 2006 à décembre 2007).</p>	
<p>4.2. But (objectif global)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer un nouveau curriculum pour l'enseignement secondaire (classe 7 -12) afin d'améliorer l'accès à une éducation de qualité pour tous et les résultats scolaires 	
<p>4.3. Propos (objectif spécifique) - 2006</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités du Ministère de l'Éducation en vue du développement d'un nouveau Cadre Curriculaire pour le secondaire et des programmes scolaires pour toutes les disciplines du secondaire inférieur et supérieur • Assister le ministère de l'Éducation dans le processus de dissémination et de mise en œuvre du nouveau curriculum pour le secondaire 	
5. RESULTATS	
5.1. Titre des résultats	
5.1.1. Capacité professionnelle renforcée des décideurs, techniciens du curriculum et auteurs des manuels	
5.1.2. De nouveaux matériaux curriculaires de qualité élaborés	
5.1.3. Réforme des curricula comprise et soutenue par les divers acteurs	
5.2. Attendus (description)	
5.2.1. Une équipe solide du Ministère de l'Éducation préparée à s'engager pleinement dans la refonte des curricula pour l'enseignement secondaire et les spécialistes formés	
5.2.2. Un nouveau Cadre curriculaire développé pour le secondaire inférieur (classe 7-9) et supérieur (10-12)	
5.2.3. Grâce aux réunions et aux ateliers organisés dans le cadre du Programme, les différents acteurs et partenaires ont eu l'occasion de se mettre ensemble afin de mieux coordonner leurs efforts	
5.3. Indicateurs de performance	
5.3.1. Nombre de spécialistes en éducation formés	
5.3.2. Etat de réalisation du nouveau Cadre curriculaire	
5.3.3. Niveau d'engagement et de coopération des acteurs ; rôle des média	
5.4. Critères d'évaluation de l'avancement du résultat	
<ul style="list-style-type: none"> • Niveau de satisfaction des spécialistes formés • Niveau de satisfaction des donateurs et des partenaires • Qualité des outils de formation et de nouveaux documents-clés curriculaires évaluée par rapport aux standards internationaux de qualité • Capacité des individus et des institutions d'engendrer des processus systématiques et durables d'amélioration du curriculum 	

5.5. Résultats obtenus/degré de réalisation

5.5.1. Plus de 100 spécialistes ont été formés pour participer activement et d'une manière compétente dans le processus de refonte du curriculum pour l'enseignement secondaire. Ils sont capables de prendre des décisions de politique curriculaire comme base pour le changement des programmes et manuels scolaires; ils sont capables de faire une sélection et une organisation pertinentes des apprentissages; ils prévoient une allocation judicieuse du temps scolaire; ils intègrent des stratégies modernes d'apprentissage, d'évaluation des résultats scolaires ainsi que de gestion de l'école et de la classe

5.5.2. Le cadre curriculaire repose sur une nouvelle structure du secondaire et favorise une approche intégrée en renforçant les liens entre les disciplines et le développement des compétences pour la vie. De nouveaux programmes scolaires pour toutes les disciplines du secondaire ont été aussi produits comme base pour la réalisation des nouveaux manuels scolaires. Le nouveau cadre curriculaire a été finalisé en Dari, Pashto et Anglais ; les nouveaux programmes scolaires ont été préparés en Dari et Pashto (des traductions anglaises sont aussi disponibles) ; des guides pour la réalisation des programmes scolaires ont été élaborés en Dari et Anglais. Tout cela constitue une première en Afghanistan, après plusieurs décennies où seuls les manuels fonctionnaient en guise de curriculum

5.5.3. Les médias ont largement couvert les 'événements' curriculaires et ont contribué à la sensibilisation du public. Le Ministère de l'éducation a coopéré d'une manière étroite avec les membres du Parlement afghan afin d'assurer le soutien politique pour la réforme

6. ELEMENTS DE STRATEGIE**6.1. Description de l'intervention**

- Sessions intensives de formation et du développement des documents curriculaires
- Visites d'études
- Certification des responsables du curriculum
- Etablissement d'une structure de support fonctionnelle pour le développement du curriculum sur la base des processus participatifs et inclusifs (fonctionnement amélioré de la Présidence des Curricula et Manuels Scolaires; mise en œuvre des mécanismes de coopération avec les parties prenantes et les partenaires éducatifs)

6.2. Parties prenantes, partenaires et bénéficiaires

- Bureau de l'UNESCO pour l'Afghanistan à Kabul
- Ministère de l'Education, Afghanistan (Présidence du curriculum et des manuels scolaires)
- UNESCO (Division de la Planification et Support pour les pays)
- Parties prenantes (UNICEF ; USAID – CAII)

Bénéficiaires :**Bénéficiaires directs**

- Responsables du curriculum et décideurs/Ministère afghan de l'Education (Présidence du Curriculum et des Manuels Scolaires)

Bénéficiaires indirects

- Enseignants et élèves
- Parties prenantes
- La société irakienne dans son ensemble

6.3. Ressources en personnel

- Coordinateur de programme
- Support administratif
- Consultants
- Staff local

6.4. Participations structurelles (liens avec d'autres éléments de programmation)

- Programme de dialogue politique (les liens entre la politique éducative/curriculaire, le dialogue politique et le développement du curricula ont été renforcés)
- Observatoire des tendances en éducation (des données offertes par l'Observatoire des tendances ont été utilisées dans les ateliers sus mentionnés)

7. BUDGET (US\$)

7.1. Budget approuvé **294'213**

7.2. Budget révisé **-----**

7.3. Engagé au 30.11.06 **195'596**

BIE – RAPPORT 2006**PROGRAMME TRANSVERSAL B : Centre documentaire de référence (« clearinghouse »)**

1. Libellé de l'élément	Centre d'échange d'information et de données et renforcement des capacités pour l'intégration de l'éducation VIH et sida dans les curricula officiels de l'éducation de base
2. Nom du responsable	Christine Panchaud
3. Date de début et fin de l'activité	Janvier 2006 - décembre 2006
<p>4. DESCRIPTIF DE L'ÉLÉMENT</p> <p>4.1. Contexte Solidation du programme transversal Curriculum et VIH et sida, dans le cadre de la réponse coordonnée de l'UNESCO pour la lutte contre le VIH et sida, dont les 2 éléments principaux sont a) une banque de ressources pour la diffusion du matériel curriculaire, la promotion des bonnes pratiques pour l'éducation VIH et sida et b) le renforcement des capacités pour l'intégration de l'éducation VIH et sida dans les curricula de l'éducation de base.</p> <p>4.2. But (objectif global) Intégrer plus efficacement l'éducation VIH et sida dans les curricula officiels et développer des outils pour améliorer la qualité du matériel didactique pour une meilleure mise en œuvre de l'éducation VIH et sida dans les écoles.</p> <p>4.3. Propos (objectifs spécifiques)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre à jour régulièrement et partager proactivement des informations et documents sur les bonnes pratiques en matière de curriculum et éducation VIH et sida, à travers une banque de données, un site internet et d'autres moyens et documents en fonction des besoins. • Renforcer les capacités des spécialistes du curriculum et des institutions de formation des enseignants pour une meilleure intégration et une généralisation de l'éducation au VIH et sida dans les écoles. • Instaurer ou continuer le dialogue politique auprès des ministères de l'éducation et autres acteurs du système éducatif pour réaliser les conditions d'une mise en œuvre efficace de l'éducation VIH et sida. • Elargir le programme de façon ciblée aux pays de langue arabe, portugaise et russe. 	
<p>5. RESULTAT</p> <p>5.1. Titre du résultat Amélioration des réponses curriculaires et renforcement des capacités pour l'éducation VIH et sida.</p> <p>5.2. Attendu (description)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le centre d'échange d'information devient la référence pour la documentation et les échanges sur les bonnes pratiques curriculaires pour l'éducation VIH et sida aux niveaux primaire et secondaire. • Les bonnes pratiques en matière de curriculum VIH et sida sont identifiées et activement partagées. • Un réseau d'échange interactif des bonnes pratiques est mis en place et fonctionnel. • Un manuel pour le développement de curricula intégrant effectivement et efficacement l'éducation VIH et sida est réalisé et utilisé sur le terrain. • Les capacités des spécialistes du curriculum sont renforcées. <p>5.3. Indicateurs de performance</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre annuel de visites du site internet, de CD-ROM distribués et de requêtes (information ou conseil). • Nombre de documents curriculaires, bonnes pratiques et ressources-clé documentées et diffusées dans les régions et pays les plus affectés. • Nombre d'experts et de spécialistes du curriculum mobilisés et formés. • Nombre de modules de formation élaborés, nombre de séminaires de renforcement des capacités des spécialistes du curriculum réalisés et nombre de spécialistes formés. • Nombre de pays utilisant le manuel «Curriculum VIH et sida » et ayant amélioré leur curriculum. • Nombre de Ministères de l'Education sensibilisés et engagés à mieux intégrer l'éducation VIH et sida dans les curricula nationaux, aux niveaux primaire et secondaire. 	

5.4. Critères d'évaluation de l'avancement du résultat

- Fréquentation du site et requêtes (information, matériel et conseil) en augmentation constante en 2006.
- Mise à jour annuelle et large diffusion du CD-ROM et d'autres documents utiles au développement de matériel curriculaire pour l'éducation VIH et sida.
- Diffusion et utilisation du manuel «Curriculum VIH et sida » pour la formation dans 3 sous-régions.
- 15 à 20 bonnes pratiques documentées par trimestre, au niveau primaire et secondaire.
- Développement de la base de données du réseau d'experts.
- Modes et fréquence de la tenue de séminaires de formation, dans au moins 3 sous-régions.
- Augmentation régulière des Ministères de l'Education dans les pays et régions les plus touchés ayant renforcé et intégré dans leur curricula nationaux l'éducation VIH et sida, au primaire et au secondaire.

5.5 Résultats atteints/degré de réalisation

- *Site rendu plus accessible et régulièrement mis à jour; section en russe active ; requêtes (10-20/ semaine pour information, matériel, conseil) en augmentation constante ; section en arabe en développement.*
- *Bases de données des bonnes pratiques curriculaires (463) et des experts augmentées.*
- *CD-ROM, contenant toutes les ressources du site mises à jour, réédité et distribué ((3000 exemplaires).*
- *3ème version du manuel «Curriculum et VIH & sida » restructurée, améliorée, renforcée et publiée.*
- *Bonnes pratiques (ré)évaluées et partagées (30-40) sur le site et lors des séminaires et conférences.*
- *Renforcement des capacités: utilisation du manuel dans quatre ateliers de formation en Afrique centrale, (plus de 80 spécialistes formés), et prévu dans les 12 pays du projet UNESCO - Fonds OPEC.*
- *Collaboration avec le siège renforcée dans le cadre de l'initiative UNESCO-ONUSIDA « EDUCAIDS », du projet UNESCO - Fonds OPEC, du groupe interagence pour l'éducation IATT-ONUSIDA et avec le bureau UNESCO de Yaoundé pour le renforcement des capacités en Afrique Centrale.*
- *Spécialistes du curriculum, secrétaires généraux ou ministres de l'Education sensibilisés lors de la Conférence mondiale du sida et de séminaires régionaux ou internationaux.*

6. ELEMENTS DE STRATEGIE

6.1. Description de l'intervention

Grâce à un centre d'échange d'information renforcé, à la documentation et diffusion d'un nombre croissant de bonnes pratiques, à la réalisation, diffusion et utilisation du manuel pour l'intégration de l'éducation VIH et sida dans les curricula et à la mise sur pied de séminaires de formation, la réponse des systèmes éducatifs au VIH et sida sera améliorée, en particulier grâce à l'intégration effective de l'éducation VIH et sida dans les curricula nationaux et au développement de matériel et méthodes d'enseignement adaptés.

6.2. Parties prenantes, partenaires et bénéficiaires

Parties prenantes et partenaires :

IATT et Co-sponsors ONUSIDA, siège de l'UNESCO (en particulier ED/PEQ et HED), IPE, bureaux UNESCO hors siège (en particulier: Dakar-BREDA, Yaoundé, Harare, Maputo, Windhoek, Kingston, Bangkok, Amman, etc.), Ministères de l'Education dans de nombreux pays, autres organisations (Internationale de l'Education, Partnership for Child Development (UK), etc.).

Bénéficiaires :

Dans les pays les plus affectés: spécialistes du curriculum, enseignants, écoliers, communautés scolaires.

6.3. Ressources en personnel

Voir le tableau « Estimation de la répartition du personnel établi par programme/projet » en annexe.

6.4. Participations structurelles (liens avec d'autres éléments de programmation)

- Banque de ressources/observatoire: banque de données des matériaux curriculaires VIH et sida.
- Renforcement des capacités: diffusion des bonnes pratiques en matière d'éducation au VIH et sida et séminaires de formation des spécialistes du curriculum.
- Dialogue politique: plaidoyer auprès de, et information des Ministères de l'Education pour une meilleure intégration de l'éducation VIH et sida dans les curricula nationaux et autres matériels didactiques.

7. BUDGET (US\$)

7.1. Budget approuvé	250'000
7.2. Budget révisé	-----
7.3. Engagé au 30.11.06	151'419

BIE – RAPPORT 2006	
FUNCTIONNEMENT INSTITUTIONNEL	
1. Libellé de l'élément	Conseil du BIE
2. Nom du responsable et du suppléant	Pierre Luisoni + nouveau Directeur
3. Date de début et fin de l'activité	Janvier à décembre 2006
4. DESCRIPTIF DE L'ÉLÉMENT	
<p>4.1. Contexte Le Conseil du BIE est un organe intergouvernemental de 28 Etats membres, élus par la Conférence générale de l'UNESCO.</p> <p>4.2. But (objectif global) Ses attributions sont fixées par les Statuts du BIE et le Règlement intérieur du Conseil (voir Textes fondamentaux).</p> <p>4.3. Propos (objectif spécifique) Fixé par le paragraphe 1 de la Résolution adoptée par la 33^e Conférence générale (voir Projet de programme 2006, pages 1-2). En résumé, la Conférence générale demande au Conseil du BIE:</p> <ul style="list-style-type: none"> « (a) de veiller à ce que les activités du BIE correspondent aux objectifs stratégiques et aux priorités des programmes de l'UNESCO relatifs à l'éducation ; (b) de consolider et de renforcer les trois programmes de base du BIE ; (c) de continuer à diffuser des informations et des analyses de qualité dans ses publications et sur son site Web ; (d) de poursuivre ses activités transversales et de soutien du programme ; (e) de continuer à mobiliser les ressources humaines et financières nécessaires pour que le BIE puisse s'acquitter de sa mission » 	
5. RESULTAT	
5.1. Titre du résultat	
Accomplissement des fonctions statutaires et atteinte des objectifs fixés par la Conférence générale.	
5.2. Attendu (description)	
Points principaux de l'ordre du jour de la 54 ^e session :	
<ul style="list-style-type: none"> • Election du Président, du Bureau et des membres des organes subsidiaires pour 2006/2007 • Approbation du rapport d'activités du BIE pour 2005 et des comptes provisoires au 31 décembre 2005 ; • Approbation du projet de programme et de budget pour 2006 ; • « Stratégie de l'UNESCO envers les Instituts » • Forum du Conseil en hommage à Cecilia Braslavsky • Sélection des candidatures à présenter au Directeur général pour le poste de DIR/BIE • Résultats de l'évaluation du BIE 	
5.3. Indicateurs de performance	
Degré d'accomplissement des fonctions statutaires ; interventions des délégations au Conseil et lors de la 33 ^e Conférence générale.	

5.4. Critères d'évaluation de l'avancement du résultat

Selon le questionnaire d'évaluation détaillée de la 54^e session du Conseil.

5.5. Résultats atteints/degré de réalisation

Résultats globalement atteints ; mis à part la mobilisation de ressources humaines et financières nécessaires pour que le BIE puisse remplir sa mission, les fonctions statutaires du Conseil et de son Bureau ont été remplies.

6. ELEMENTS DE STRATEGIE

6.1. Description de l'intervention

- Organiser, tenir et assurer le suivi de la 54^e session (25-27 janvier 2006), précédée de la réunion du Groupe administratif ;
- Organiser, tenir et assurer le suivi de la réunion du Bureau (*juillet 2006*) ;
- *Organiser, tenir et assurer le suivi de la session extraordinaire du Conseil (Paris, 15 septembre 2006) pour le choix des candidatures à soumettre au Directeur général pour la nomination du nouveau Directeur.*
- Préparer la 55^e session (janvier 2007)

6.2. Parties prenantes, partenaires et bénéficiaires

28 Etats membres du Conseil.

6.3. Ressources en personnel

Voir le tableau « Estimation de la répartition du personnel établi par programme/projet » en annexe.

7. BUDGET (US\$)

<i>7.1. Budget approuvé</i>	<i>80'000</i>
<i>7.2. Budget révisé</i>	<i>-----</i>
<i>7.3. Engagé au 30.11.06</i>	<i>74'442</i>

DONNEES BUDGETAIRES

Les tableaux qui suivent présentent la situation budgétaire - en particulier pour ce qui concerne les sources de financement - sur la base des éléments connus au 31 décembre 2006.

ESTIMATION DE LA REPARTITION DU PERSONNEL PAR PROGRAMME/PROJET (EN %) POUR 2006 AU BIE

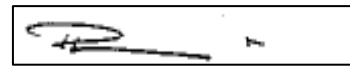
UNESCO/BIE/C.54/3 -STAFF

NUMERO DU POSTE	%	REINFORCEMENT DES CAPACITES		BANQUE DE RESSOURCES ET OBSERVATOIRE DES TENDANCES			DIALOGUE POLITIQUE	PUBLICATIONS	PROJETS OPERATIONNELS	PROJET SIDA	CONSEIL	ADMINISTRAT ION GENERAL	DEVELOPEMENT INSTITUTIONEL
		n° fiche	1	2	3	4	5	6		7 DG Irak	8	9	
BUREAU DU DIRECTEUR													
Directeur	IBE-039 (D2)	50	10		5		5	5	5	5	5	5	5
Secrétaire assistante	IBE-018 (G6)	100	10		10		5	5	15	5	10	15	25
Commis Principal	IBE-023 (G5)	100	10		10		10	55	5	5	5		
REINFORCEMENT DES CAPACITES													
Spécialiste du programme	IBE-048 (P4)	90	90										
Assistant spécialiste du programme	IBE-021 (P2)	75	75										
Secrétaire 50% (7 mois)	IBE-025 (G4)	35	35										
Spécialiste du programme	ALD 0910 (P4)	40		40				0	0	0			
Assist. Programme	ALD 0912 P1	100		100									
BANQUE DE RESSOURCES ET OBSERVATOIRE DES TENDANCES													
Spécialiste du programme	IBE-030 (P4)	100		25	35	35	0	0	0	0	0	0	5
Secrétaire 50% (7 mois)	IBE-025 (G4)	35		15	10	10							
Assistant spécialiste du programme	IBE-038 (P2)	0		0	0		0			0			
Documentaliste	IBE-012 (P1/P2)	100	15	40	25	10				10			
Aide documentaliste	IBE-016 (G4)	100	10		65		5		10	10			
WebMaster	IBE-034 (P1/P2)	100	15		55		5		10	10	5		
DIALOGUE POLITIQUE													
Spécialiste principal du programme	IBE-905 (P5)	100	10		10		25		5		30	10	10
Secrétaire	IBE-046 (G4)	65					20				45		0
ADMINISTRATION													
Administrateur	IBE-007 (P3)	100	10		10		5	5	15	5	5	40	5
Assistant Administratif	IBE-037 (G6)	100	15		10		5	5	15	5	5	40	
Secrétaire	IBE-023 (G4)	100	15		10		5	0	15	5	0	50	
Commis -	IBE-027 (G3)	100	15		10		5	5	15	5	5	40	
Technicien principal informatique	IBE-017 (G5)	100	15		10		5	5	15	5	5	40	
PROGRAMMES TRANSVERSAUX													
Spécialiste du programme	ALD 0910 (P4)	60		0					0	0	60		
Spécialiste du programme	ALD 0911 (P4)	100							100	0			

BUREAU INTERNATIONAL D' EDUCATION (BIE)
ETATS FINANCIERS I & II PROVISOIRES
POUR LA PERIODE 1 JANVIER AU 31 DECEMBRE 2006

Les Etats Financiers I et II et l'annexe Provisoire au 31 décembre 2006 :

Pierre LUISONI
Directeur a.i.
Bureau International d'Education

A rectangular box containing a handwritten signature in black ink, which appears to be 'P. Luisoni'.

15.janv.07

STATEMENT I**BUREAU INTERNATIONAL D'EDUCATION - BIE
Etat Provisoire des Recettes et des Dépenses****pour la période 1 Janvier au 31 décembre 2006
(Exprimé en K US dollars)**

	2006	2'005
<u>RECETTES</u>		
Contributions volontaires	1'359	589
Revenus des Activités	0	8
Transferts budgétaires venant d'autres fonds	2'296	2'295
Recettes pour Services rendus	44	47
Revenus provenant des investissement	43	33
Ajustement Taux Change	36	-30
autres	34	75
TOTAL RECETTES	3'812	3'017
<u>DEPENSES</u>		
Total Dépenses	3'256 0	3'252
TOTAL DEPENSES	3'256	3'252
Surplus / (déficit) des recettes par rapport aux dépenses	557	-235
Gains sur liquidation des Obligations des années précédentes		15
Transfert de / a réserves		-6
Reserves début de période	42	267
RESERVES FIN DE PERIODE	598	42

STATEMENT II**BUREAU INTERNATIONAL D' EDUCATION - BIE
BIE - Etat Provisoire de l'Actif et du Passid au 31/12/2006****(Exprimé en KUS dollars)**

	2'006	2'005
ACTIF		
Créances #REF!	180	256
Autres actifs	36	4
	820	94
	6	
TOTAL ACTIF	1'042	355
DETTES		
Dettes Fournisseurs #REF!	387	308
Autres dettes	56	6
	1	
TOTAL DETTES	443	314
RESERVES		
Surplus	598	42
TOTAL RESERVES	598	42
TOTAL PASSIF	1'042	355

BIE - Etat Provisoire de l'Actif et du Passif au 31/12/2006

Numero Compte Comptable	Description	US\$	Ajustement		US\$	K US\$
			+	(-)		
1900733	Caisse IBE CHF				0.00	0
1083713	Compte Bancaire UBS CHF	187'979.48			187'979.48	188
1183713	Etat Rapprochement compte UBS CHF	-8'338.51			-8'338.51	-8
	Liquidités et Comptes à terme	179'640.97	0.00	0.00	179'640.97	180
2021011	Avances Fournisseurs	34'509.25			34'509.25	35
2011023	Créances à recevoir d'autres organisations	275.95			275.95	0
2021042	Créances du Personnel	1'534.51			1'534.51	2
2021811	Compte technique de clôture	110.06			110.06	0
	Autres Créances	36'429.77	0.00	0.00	36'429.77	36
5098030	UNESCO clearing account	819'780.51			819'780.51	820
	créance UNESCO	819'780.51	0.00	0.00	819'780.51	820
2086042	Provision Perte Evaluation taux change des dettes	637.07			637.07	1
2086092	Compte d'attente Agence de Voyage	5'028.93			5'028.93	5
	Autres Avoirs	5'666.00	0.00	0.00	5'666.00	6
	TOTAL ACTIF	1'041'517.25	0.00	0.00	1'041'517.25	1'042
2091011	Provision pour factures non parvenues	386'936.71			386'936.71	387
	Engagements non liquidés	386'936.71	0.00	0.00	386'936.71	387
2021011	Dettes Fournisseurs	44'973.92			44'973.92	45
2011023	Avance sur Contributions	10'157.93			10'157.93	10
2021042	dettes dépenses du personnel	2.48			2.48	0
2021842	Compte technique de clôture	11.20			11.20	0
2031000	Biens et Services Reçus non facturés	368.85			368.85	0
	Autres Dettes	55'514.38	0.00	0.00	55'514.38	56
2087042	Gain Evaluation taux change : diminution des four	735.93			735.93	1
	Autres engagements	735.93	0.00	0.00	735.93	1
520000	Surplus ou deficit de l'exercice en cours	556'649.82			556'649.82	557
	Surplus ou deficit des années antérieures	41'680.41			41'680.41	42
	Reserves	598'330.23	0.00	0.00	598'330.23	598
	TOTAL PASSIF	1'041'517.25	0.00	0.00	1'041'517.25	1'042

COMPTE SPECIAL POUR LE BUREAU INTERNATIONAL D' EDUCATION (BIE)
ANNEXE DE LA DOTATION DES DEPENSES ET DE LA BALANCE DISPONIBLE
ETAT PROVISOIRE POUR LA PERIODE 1 JANVIER AU 31 DECEMBRE 2006
(Exprimés en Dollar US)

LIGNE DE DOTATION / CHAPITRE DU PROGRAMME	DOTATION				DEPENSES			BALANCE
	Dotation		Fonds		Obligations			Total
	Approuvée par le conseil	Transfert	Additionnels	Révisé	Dépenses	non liquidées	Total	
I. ACTIVITES DU PROGRAMME				-				
Ligne 1: RENFORCEMENT DES CAPACITES								
Reseau global sur le curriculum / communauté de pratique Curriculum et pauvreté en Afrique	320'000.00			320'000.00	272'941.65	31'112.74	304'054.39	15'945.61
	93'500.00	10'500.00		104'000.00	94'755.22	4'287.42	99'042.64	4'957.36
Sous-total, Coûts du programme	413'500.00	10'500.00	0.00	424'000.00	367'696.87	35'400.16	403'097.03	20'902.97
Coûts du personnel	522'956.00	0.00	0.00	522'956.00	475'193.43	5'444.00	480'637.43	42'318.57
Total, ligne 1: Renforcement des Capacités	936'456.00	10'500.00	0.00	946'956.00	842'890.30	40'844.16	883'734.46	63'221.54
Ligne 2: Banque de ressources / Observatoire de tendances								
Banque de ress. Sur les syst. Educatifs et les politiques	74'000.00			74'000.00	71'289.86	2'341.52	73'631.38	368.62
Observatoire des tendances (processus et produits)	110'000.00			110'000.00	14'524.47	78'283.71	92'808.18	17'191.82
Developpement du site web	30'500.00			30'500.00	10'063.66	3'156.85	13'220.51	17'279.49
Documentation / abonnements	25'000.00			25'000.00	17'114.33	1'543.93	18'658.26	6'341.74
Sous-total, Coûts du programme	239'500.00	0.00	0.00	239'500.00	112'992.32	85'326.01	198'318.33	41'181.67
Coûts du personnel	379'245.00	0.00	0.00	379'245.00	346'463.18	3'948.00	350'411.18	28'833.82
Total, Ligne 2: Banque de ressources / Observatoire de tendances	618'745.00	0.00	0.00	618'745.00	459'455.50	89'274.01	548'729.51	70'015.49
Ligne 3: Dialogue Politique								
Formation au dialogue politique et autres activités	200'000.00	-10'500.00		189'500.00	107'745.04	81'753.97	189'499.01	0.99
Sous-total, Coûts du programme	200'000.00	-10'500.00	0.00	189'500.00	107'745.04	81'753.97	189'499.01	0.99
Coûts du personnel	129'928.00	0.00	0.00	129'928.00	113'565.90	16'035.43	129'601.33	326.67
Total, ligne 3: Dialogue Politique	329'928.00	-10'500.00	0.00	319'428.00	221'310.94	97'789.40	319'100.34	327.66
Ligne 4: Production et diffusion de l'information								
Publications	70'000.00			70'000.00	38'029.24	17'699.65	55'728.89	14'271.11
Sous-total, Coûts du programme	70'000.00	0.00	0.00	70'000.00	38'029.24	17'699.65	55'728.89	14'271.11
Coûts du personnel	93'646.00	0.00	0.00	93'646.00	80'089.91	975.00	81'064.91	12'581.09
Total, ligne 4: Production et diffusion de l'information	163'646.00	0.00	0.00	163'646.00	118'119.15	18'674.65	136'793.80	26'852.20
Ligne 5: Activités Opérationnelles								
Activités transversales A (Assistance technique)								
ABEGS/GASERC				0.00				0.00
DDC 2005			12'295.08	12'295.08	15'323.67		15'323.67	-3'028.59
DDC 2006			80'000.00	80'000.00	49'524.87		49'524.87	30'475.13
Lituanie	46'000.00			46'000.00			0.00	46'000.00
Sous-total, Coûts du programme	46'000.00	0.00	92'295.08	138'295.08	64'848.54	0.00	64'848.54	73'446.54
Coûts du personnel	417'960.00			417'960.00	358'112.13	7'218.00	365'330.13	52'629.87
Total, ligne 5: Activités opérationnelles	463'960.00	0.00	92'295.08	556'255.08	422'960.67	7'218.00	430'178.67	126'076.41
SOUS-TOTAL I : ACTIVITES DU PROGRAMME	969'000.00	0.00	92'295.08	1'061'295.08	691'312.01	220'179.79	911'491.80	149'803.28
SOUS-TOTAL I : COUTS DU PERSONNEL	1'543'735.00	0.00	0.00	1'543'735.00	1'373'424.55	33'620.43	1'407'044.98	136'690.02
TOTAL I : ACTIVITES DU PROGRAMME	2'512'735.00	0.00	92'295.08	2'605'030.08	2'064'736.56	253'800.22	2'318'536.78	286'493.30

COMPTE SPECIAL POUR LE BUREAU INTERNATIONAL D' EDUCATION (BIE)
ANNEXE DE LA DOTATION DES DEPENSES ET DE LA BALANCE DISPONIBLE
ETAT PROVISOIRE POUR LA PERIODE 1 JANVIER AU 31 DECEMBRE 2006
 (Exprimés en Dollar US)

LIGNE DE DOTATION / CHAPITRE DU PROGRAMME	DOTATION				DEPENSES			BALANCE
	Dotation		Fonds		Obligations			Total
	Approuvée par le conseil	Transfert	Additionnels	Révisé	Dépenses	non liquidées	Total	
II. IBE ORGANE DIRECTION, ADMIN. GEN & DEV. INSTITUTIONNEL								
Ligne 6 : Conseil du BIE								
Coûts Directs	80'000.00			80'000.00	79'529.83	0.79	79'530.62	469.38
Coûts du personnel	76'417.00	84'321.00		160'738.00	137'598.43	1'673.00	139'271.43	21'466.57
Total ligne 6 : Conseil du BIE	156'417.00	84'321.00	0.00	240'738.00	217'128.26	1'673.79	218'802.05	21'935.95
Ligne 7 : Administration Générale								
Coûts Directs	340'000.00			340'000.00	233'929.42	105'222.21	339'151.63	848.37
Coûts du personnel	246'073.00			246'073.00	213'848.53	2'561.00	216'409.53	29'663.47
Total ligne 7 : Administration Générale	586'073.00	0.00	0.00	586'073.00	447'777.95	107'783.21	555'561.16	30'511.84
Ligne 8 : Développement Institutionnel								
Coûts Directs	125'000.00			125'000.00	32'372.31	9'216.96	41'589.27	83'410.73
Coûts du personnel	160'738.00	-84'321.00		76'417.00	65'424.35	795.00	66'219.35	10'197.65
Total ligne 8 : Développement Institutionnel	285'738.00	-84'321.00	0.00	201'417.00	97'796.66	10'011.96	107'808.62	93'608.38
SOUS-TOTAL II : Coûts Directs	545'000.00	0.00	0.00	545'000.00	345'831.56	114'439.96	460'271.52	84'728.48
SOUS-TOTAL II : Coûts du personnel	483'228.00	0.00	0.00	483'228.00	416'871.31	5'029.00	421'900.31	61'327.69
TOTAL II : IBE ORGANE DIRECTION, ADMIN.GEN & DEV.INSTITUTIONNEL	1'028'228.00	0.00	0.00	1'028'228.00	762'702.87	119'468.96	882'171.83	146'056.17
TOTAL : PROGRAMME & COUTS DIRECTS	1'514'000.00	0.00	92'295.08	1'606'295.08	1'037'143.57	334'619.75	1'371'763.32	234'531.76
TOTAL: COUTS DU PERSONNEL	2'026'963.00	0.00	0.00	2'026'963.00	1'790'295.86	38'649.43	1'828'945.29	198'017.71
TOTAL DEPENSES	3'540'963.00	0.00	92'295.08	3'633'258.08	2'827'439.43	373'269.18	3'200'708.61	432'549.47